



Les sans-abri au coeur du Big Apple

New York n'est ni Bombay, ni Calcutta, ni Rio de Janeiro. Néanmoins, le fleuron de la libre-entreprise et du capitalisme exacerbé offre une bien sombre prestation en cette année internationale des sans-abri. Une paupérisation grandissante qu'aggrave une crise aiguë du logement a entraîné une explosion de cette population itinérante. Roger Bellefeuille s'est rendu sur place.

déquates. Ils se retrouveront bientôt, en nombre grandissant, sans feu ni lieu.

Ces ex-patients psychiatriques formeraient aujourd'hui 20 pour 100 de la population des sans-abri de la métropole américaine.



par Roger BELLEFEUILLE

Un deuxième facteur d'importance est la rénovation de vieux appartements dans des quartiers populaires. Un phénomène que les américains nomment «gentrification». Un «embourgeoisement» avec des allures parfois sauvages et d'une rare violence.

Beth Gorie, une ardente cheville ou-

vière de la Coalition for the Homeless, rappelle que le propriétaire de l'un de ces édifices délabrés était un juge encore en fonction. Pour evincer des locataires recalcitrants, il eut recours à des fiers-à-bras qui violèrent de vieilles femmes. Des mains criminelles s'occupèrent pour leur part de réduire en cendres des pâtés de maisons.

Signalons que cet organisme a gagné plusieurs causes favorisant une plus grande reconnaissance des droits des sans-abri, par le truchement du recours collectif surtout. En outre, il distribue chaque soir entre 300 et 400 lunchs aux «parias» du Grand Central Station et un repas chaud, le midi, dans trois refuges. Une autre façon pour ce regroupement de rendre cette pauvreté visible.

Aujourd'hui, New York vit une véritable crise du logement. Alors que le taux d'occupation est de 5 pour 100 pour les appartements de luxe, il frise à peine le 1 pour 100 pour les logements à prix modique.

New York présente tous les attributs d'une communauté opulente. Pourtant, selon la Coalition for the Homeless, à peine 50 pour 100 des locataires gagnent moins de \$15.000 par année. Le revenu médian d'une famille de 4 personnes est de \$16.000.

Certes des appartements sont encore disponibles dans Manhattan, sans pots-de-vin ni autres trucs, si l'on est en mesure de déboursier \$800 par mois pour une garçonnière, \$1.200 pour un appartement avec une chambre à coucher ou \$1.800 avec 2 chambres.

Avec la conséquence qu'environ 100.000 familles, selon Beth Gorie, partagent un toit à deux ou à trois dans des logements publics ou privés.

Une autre centaine de milliers de familles vivent dans des conditions fort précaires. A la merci d'un incendie ou d'une démolition qui peut les jeter à la rue du jour au lendemain. D'un mois à l'autre, la liste des familles dans la rue augmente constamment de 50, selon l'Office of the Human Administration.

Cette véritable crise du logement frappe de plein fouet les pauvres, particulièrement les minorités noires et hispaniques, les familles monoparentales et les personnes âgées.

Le visage de la pauvreté newyorkaise, comme d'ailleurs celui d'ailleurs, se rejuvenit. Les ex-enfants des foyers nourriciers succèdent de plus en plus maintenant aux ex-patients psychiatriques.

Le chômage, la mutation dans le marché de l'emploi (disparition de métiers traditionnels) et les coupes draconiennes du fédéral dans les budgets d'assistance sont autant d'autres facteurs qui aggravent une situation déjà explosive.

Un plan contesté

Beth Gorie soutient que le maire Edward I. Koch a toujours traité avec un grain de sel le sort des sans-abri. Pourtant son administration vient de sortir vainqueur d'un match serré avec le Board of Estimates, genre de conseil municipal du trésor.

Ce plan prévoit la construction de 11 refuges d'ici l'automne 1989. Le projet initial en prévoyait 15 pour l'ensemble du territoire. En guise de compromis, face à la controverse soulevée par cette approche, l'administration du maire Koch s'engage aussi à rénover, pour les familles sans-abri, 1000 appartements municipaux, en sus des 4000 à être restaurés d'ici la fin de la présente année financière. Un appartement sur deux sera réservé à des familles déjà logées dans des hôtels.

Diane Baillargeon est chargée de recherche à la Human Resource Administration. Elle reconnaît que la solution du maire Koch n'est pas une panacée. Tout au moins, croit-elle, il s'agit d'un pas important dans la bonne direction. Nombre de familles auront ainsi la possibilité de quitter l'ambiance néfaste des hôtels de troisième ordre.

Pour Beth Gorie, sans nier le besoin d'une telle approche transitoire, le plan Koch n'est qu'un cataplasme. « Depuis les quelque 8 ou 9 ans que cette crise du logement est en effervescence, l'administration Koch, soutient-elle, ne l'a jamais traitée comme une priorité ».

Elle croit que la ville aurait avantage à remettre en condition les quelque 70.000 logements qui lui appartiennent. Des bâtisses abandonnées et reprises pour non paiement de taxes foncières au plus fort de la crise économique de la métropole américaine, il y a quelques années.

Un scandale inqualifiable

Pour le Reverend Greenlaw, du Holy Apostles Soup Kitchen, une question d'éthique sociale se pose à la société américaine. Investir massivement dans le déploiement de missiles, dans la guerre des étoiles, ou soulager davantage les plus démunis. Un problème essentiellement politique, croit-il.

Pour lui, que la misère et la pauvreté s'étalent ainsi en pleines rues de New York, est un «scandale inqualifiable».

Il sait un peu de quoi il retourne. Sa paroisse, qui ne compte pourtant que 100 fidèles, offre le repas du midi, cinq jours par semaine, à plus de 900 sans-abri, entre 11h00 et 13h00. Des jeunes, des vieux, des femmes avec enfants qui se pointent de tous les coins de Manhattan, chaque jour, au coin de la 28e rue et de la 9ème avenue, dans Chelsea. Sans compter les quelques 300 lunchs quotidiens que la paroisse distribue dans deux refuges des environs.

Le Reverend Greenlaw ne jette pas uniquement le blâme sur les services municipaux. La ville seule ne peut venir à bout de ce problème. L'Etat de New York, dit-il, a une approche plus sensible à ces problèmes. Mais c'est avant tout Washington, soutient-il, qui a le pouvoir fiscal d'intervention.

Pourtant, l'administration Reagan vient de faire part de son intention de limiter à un séjour maximum d'un mois sa quote-part de 50 pour cent à la facture d'hébergement des familles dans les hôtels. Un projet qui pourrait priver la ville de subventions fédérales d'au moins \$12 millions par année.

Ce mode de partage des dépenses d'assistance publique par les trois niveaux de gouvernements—en vigueur au Québec jusqu'en 1970—n'est guère propice à une planification unifiée. La «politicalité» aidant, chacun a tendance à faire porter le fardeau de la responsabilité sur l'autre.

Enfin, l'opposition à ce projet ne vient pas seulement des groupes de défense des sans-abri. La clameur sourd aussi de la rue elle-même. Des citoyens dont le voisinage est visé par la construction des nouveaux refuges souhaitent, le coeur sur la main, que l'on porte secours aux miséreux. A la condition que ce ne soit pas dans leur quartier... Ils craignent qu'un tel voisinage attire voyous et drogués et risque de dévaluer leurs propriétés.

Une main secourable sur le coeur...mais à distance.

Une plaie béante dans le tissu urbain

Il est 12h30 et le soleil tape dur au coin de la 5e avenue et de la 50e rue en plein coeur de Manhattan. Sur le parvis et dans les parterres de l'imposante cathédrale St. Patrick, commis de bureaux et de magasins grignotent leur lunch, indifférents aux quelques clochards qui tuent le temps, prostres, en attendant de faire la queue à la prochaine soupe populaire.

Un arrondissement ultra-chic. Les plus grands couturiers, les riches joailliers, les parfumeurs réputés y ont pignon sur rue pour une clientèle sélecte.

Un peu plus haut, les tours du Rockefeller Center masquent tout un pan de ciel. C'est le New York trépidant, affairé et affairiste. Un entrecroisement de paradoxes déconcertants.

Adossés à un lampadaire, symbole vivant d'une autre face, honteuse celle-là, de la grande métropole américaine, deux jeunes mendiants, 12 ans et 9 ans environ. Des yeux ternes et inexpressifs. Une pancarte manuscrite raconte leur misère: « Nous n'avons pas de maison. Nous avons besoin de nourriture et de vêtement. S.V.P. Aidez-nous. »

Ville de paradoxes mais aussi de demesure.

Le jour même, Gracie, le chien du maire de New York, devait quitter son maître pour un ailleurs plus calme en dehors de la ville. Sa punition pour avoir mordu un vidangeur. Le personnel de la maison lui fit une fête d'adieu. Sa photo était le lendemain dans le journal, mordant à pleine gueule un T-Bone bien juteux...

New York n'est ni Bombay, ni Calcutta, ni Rio de Janeiro. Encore moins la capitale grossièrement grimée de quelque pays en voie de développement. Néanmoins, le fleuron de la libre-entreprise et du capitalisme exacerbé offre une bien sombre prestation en cette année internationale des sans-abri. Une paupérisation grandissante qu'aggrave une crise aiguë du logement.

La ville donne le gîte, chaque soir, à quelque 9000 personnes seules, hommes et femmes.

Elle fournit en outre un toit temporaire

à plus de 5000 familles, dont environ 12.000 enfants, dans 25 refuges et 63 hôtels privés. Il ne s'agit là que des signes visibles d'une plaie beaucoup plus profonde de au tissu humain de la métropole américaine.

En période estivale en effet, un nombre indéterminé de personnes seules, pour la grande majorité des hommes, préfèrent coucher à la belle étoile, dans quelque recoin obscur du Grand Central Station ou du Port Authority Bus Terminal, que d'affronter la promiscuité souvent hostile d'un refuge public.

Quant aux femmes seules et aux familles, même l'été, elles n'ont d'autres choix que d'opter pour le réseau d'hébergement de la ville. Souvent à reculons.

Les hôtels loués à fort prix par la ville ne sont dans bien des cas que des bâtisses délabrées et crasseuses. Des histoires d'horreur circulent à leur sujet. Des récits de règlements de compte, de trafic de drogue, de femmes molestées et d'enfants traqués par des pédophiles. La durée moyen-

ne du séjour est de 15 mois. L'utilisation de ces ressources sordides coûtent une petite fortune en fonds publics. La facture tourne autour de \$70.000 par famille par année.

Une malsaine promiscuité

Les refuges ne sont guère mieux. Il s'agit parfois d'écoles, de casernes de police ou de gymnases recyclés en dortoirs et en réfectoires collectifs.

Le Catherine St. Shelter en est un. Relativement présentable. Ancienne école, il a une capacité de 550 lits. Deux, trois ou quatre familles, selon la taille de chacune, partagent des dortoirs de 12 à 15 lits. Dans un coin une douche avec rideau de plastique et dans un autre, un isoloir pour se changer. Couples avec enfants et familles à parent unique partagent le même espace. Une insoutenable promiscuité.

Dans une lettre écrite au maire Edward I. Koch, et reproduite dans le bulletin de la Coalition for the Homeless, une résidente du East Third St. Family Respite Center se vide le coeur. Entre autres doléances, sa

famille n'avait pas encore reçu un rechange de serviettes propres après un mois. Le repas du soir est si frugal, se lamente-t-elle, que les enfants sont tirillés par la faim dès 21h. Les laveuses et sècheuses sont accaparées par le personnel pour leur propre lessive, poursuit-elle.

L'ultime déchéance

Le Central Men's Shelter, dans le East Village, juste au sud du Bowery, jadis haut lieu des truands et des ivrognes invétérés. En une seule journée glaciale de l'hiver dernier, le centre, grâce à son système informatisé, a du faire face à une demande pour 10.000 places venant d'un peu partout dans le réseau municipal de refuges et d'hôtels privés et publics.

Ancien YMCA, il est, depuis 1947, propriété de la ville et administré par des fonctionnaires municipaux. Le fin fond du baril. Un infernal centre de triage de loques humaines. Son directeur, Lorne Trosten, a le verbe haut, l'allure martiale. Il aboie des ordres à gauche et à droite. « Pour travailler ici, dit-il, il est impérieux de laisser à la

porte ses jugements de valeur. Sinon, la tâche devient insoutenable ».

Le Centre lui-même ne peut abriter qu'une quinzaine de personnes dans un dortoir commun. A l'heure du lunch, dans une section spéciale réservée à des anciens patients psychiatriques, une vingtaine d'hommes, jeunes et vieux, dévorent, taciturnes, une assiette copieuse de jambon et de poulet. C'est l'unique demeure de quelques-uns depuis 12 ou 15 ans. Des individus maintenant irrécupérables.

La cuisine du centre prépare 5000 repas par jour pour les autres refuges, dont le Kenton Hotel, propriété de la ville, tout juste voisin. Un abri mieux éclairé, désinfecté et repointé.

Ce réseau d'abris s'efforce avec plus ou moins de bonheur de faire en sorte qu'une minorité de ses habitués retrouvent un bon jour une certaine autonomie.

Ainsi, un petit nombre, pas encore trop éclipsé par cette existence précaire, s'adonnent à de menus travaux dans le cadre du Work Experience Program. Ils s'occupent ainsi à laver la vaisselle ou les planchers ou à d'autres tâches adaptées à leurs capacités. Ils reçoivent en retour \$12.50 pour 20 heures de travail par semaine ou sur une base horaire...0.62 cents.

Ce centre, comme d'autres ressources publiques privées, tente d'arracher à leur décrepitude, les sans-abri qui boudent les refuges. Une mission désespérante qui exige une connaissance intime des us et coutumes de ces laissés-pour-compte.

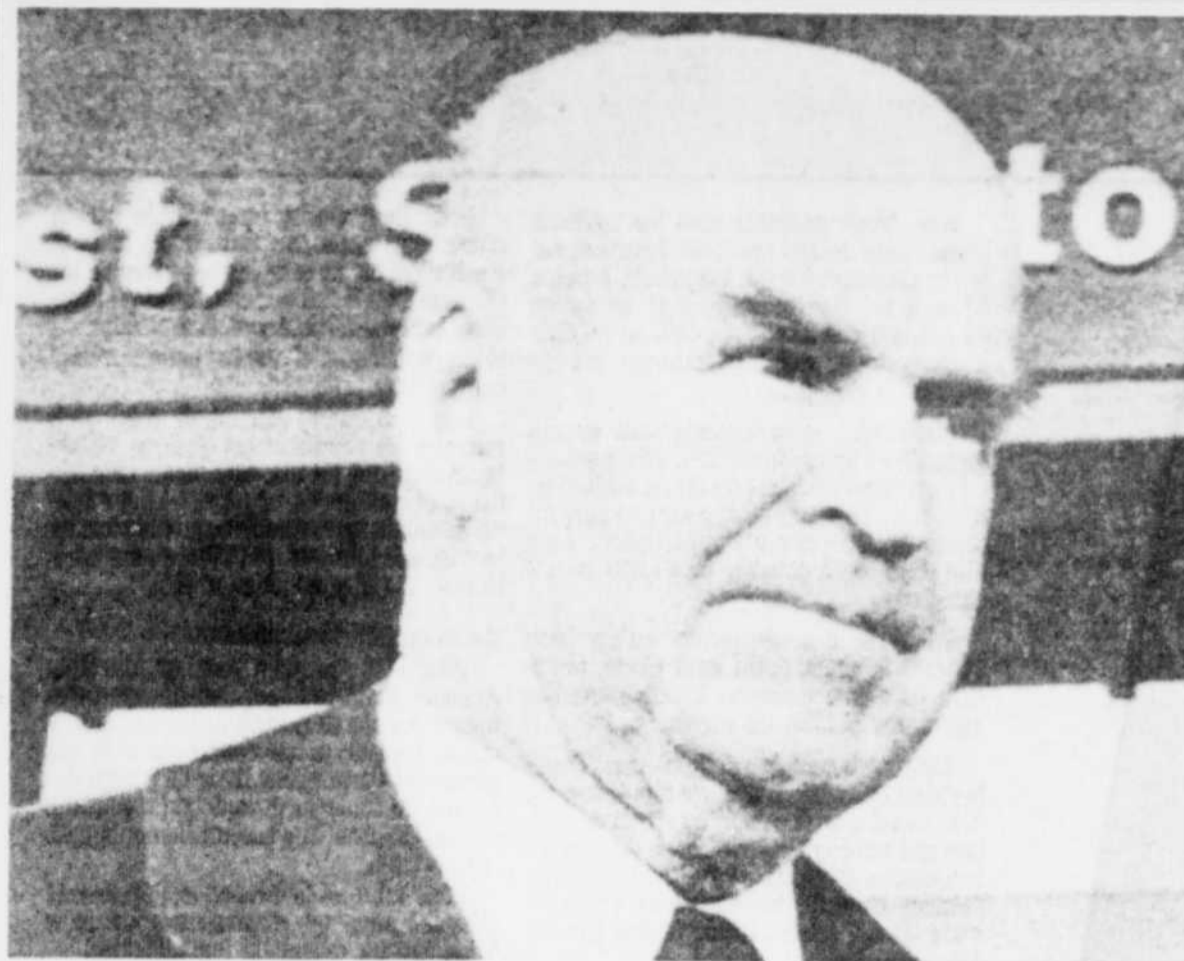
Visiblement abattu, l'un des travailleurs de rue du centre était juste de retour d'une telle tournée. Avec un haussement d'épaule impatient, il s'est limité à dire à son supérieur qu'une femme et deux hommes avaient répondu à son invitation.

Un refuge qui n'a guère bonne réputation dans le réseau des services d'hébergement et d'entraide.

Le révérend William A. Greenlaw, du Holy Apostles Soup Kitchen, note que les sans-abri qu'il cotoie chaque jour craignent viscéralement d'y mettre les pieds.

« Ils ont peur d'être battus, volés, désespérément humiliés; d'être traités comme des sous-produits humains. »





Un petit groupe d'anglophones menés par le commerçant Allan Singer -ce champion de l'unilinguisme anglais devant les tribunaux- a dénoncé la campagne « haineuse » du candidat péquiste, criant à la « Gestapo ».

L'élection partielle dans Notre-Dame-de-Grâce

L'affichage bilingue refait surface

Alors que l'élection partielle dans Notre-Dame-de-Grâce semblait une affaire réglée pour les libéraux de Robert Bourassa, le débat autour de l'affichage est venu donner un peu de piquant à cette campagne électorale. C'est le candidat péquiste qui a joué les provocateurs en se prononçant pour un Québec français « partout, absolument ». Ce qui a mis dans l'embarras ses adversaires libéral et néo-démocrate. Michel David s'est rendu dans cette circonscription de l'ouest de Montréal.

◆ Maintenant que l'euphorie du sommet francophone est passée, la campagne en vue de l'élection partielle de lundi, dans Notre-Dame-de-Grâce, est venue rappeler au premier ministre Bourassa que le problème de l'affichage commercial demeure entier.



par
Michel
DAVID

Il suffit d'assister à une assemblée publique dans NDG, ou de jeter un coup d'oeil aux hebdomas du coin, pour se rendre compte que l'affichage est l'enjeu majeur de cette élection.

Dans ce comté à 75 pour 100 anglophone, où la loi 101 a été accueillie comme la onzième plaie d'Égypte, on n'en peut plus d'attendre que le gouvernement libéral réalise sa promesse de rétablir le bilinguisme dans l'affichage commercial.

Dans un éditorial publié cette semaine, l'hebdomadaire The Monitor -l'organe WASP par excellence à Montréal- réclame carrément la démission du ministre de la Justice M. Herbert Marx, tenu responsable de la «persecution» dont sont victimes les commerçants anglophones qui violent la loi 101, même si une promenade dans le secteur ouest de la rue Sherbrooke ne donne pas l'impression qu'ils en souffrent beaucoup.

Lundi, il faut donc s'attendre à un vote de protestation des anglophones. Sans que ce château fort libéral soit menacé sérieusement, la majorité de quelque 18.000 voix dont jouissait M. Reed Scowen devrait être sensiblement réduite au profit du NPD. Le PQ terminera troisième, loin derrière les deux autres.

Le provocateur

Le candidat libéral Harold Thuringer aurait évidemment préféré qu'on parle de n'importe quoi d'autre durant la campagne. Tout comme la néo-démocrate Hélène Guay, qui a soutenu jusqu'à la fin que l'affichage était une question marginale.

C'était sans compter sur le jeune candidat péquiste Sébastien Richard, qui, n'ayant rien à perdre, a décidé de jouer les provocateurs. Ses pamphlets publicitaires, rédigés en français seulement, proclament: « Québec français, partout, absolument ».

Même si cet étudiant de 24 ans s'est efforcé de conserver un ton modéré, cette attitude de « kamikaze » (dixit The Gazette) en a irrité plusieurs. La coupe a débordé quand il a officiellement saisi la Commission de protection de la langue française de 76 infractions à la loi 101 relevées dans NDG.

Notre-Dame-de-Grâce en bref

Nombre d'électeurs	32.820
Langue maternelle (1981)	
Français	21,74%
Anglais	58,73%
Italien	5,88%
Autres	13,65%
Résultats le 2 décembre 1985	
Reed Scowen (PLQ)	21.024
Jean-Guy Mailloux (PQ)	3.298
Michel Agnaieff (NPD)	2.333

Au cours d'une assemblée publique, cette semaine, on se serait cru ramenés dix ans en arrière. Un petit groupe d'anglophones menés par le commerçant Allan Singer -ce champion de l'unilinguisme anglais devant les tribunaux- a dénoncé la campagne « haineuse » du candidat péquiste, criant à la « Gestapo ».

Du RIN au NPD

Dans la mesure où les médias francophones ne se sont pratiquement pas intéressés à la campagne dans NDG, le PQ n'a pas réussi à raviver le débat linguistique comme il l'aurait voulu. Il a cependant forcé le NPD à se commettre sur la question de l'affichage, ce que sa candidate aurait voulu éviter.

Sa proposition d'autoriser l'affichage bilingue dans les quartiers où les anglophones sont en nombre suffisant lui vaudra sans doute de nombreuses voix dans NDG. À l'avenir, le PQ ne manquera cependant aucune occasion de rappeler aux électeurs francophones que le NPD favorise le bilinguisme.

Pour Mme Hélène Guay, avocate à la CEQ, la situation est d'autant plus gênante qu'elle vient du RIN, ce qu'elle n'a évidemment pas publicisé dans NDG. « J'avais 20 ans, j'en ai maintenant 44 », a-t-elle expliqué au SOLEIL, visiblement agacée qu'on lui rappelle ces souvenirs. Mme Guay a cependant refusé de dire si la politique de son parti reflétait ses idées personnelles.

Quoi qu'il en soit, la candidate néo-démocrate n'a pas apprécié la stratégie du PQ et elle maintient que l'affichage n'est pas un enjeu. Depuis le début, elle fait plutôt campagne contre la levée du moratoire sur la transformation des logements locatifs en condominiums. Elle parle aussi de garderies, de frais de scolarité, etc.

Un libéral fataliste

M. Harold Thuringer n'était pas le candidat de la direction du PLQ, qui lui aurait préféré Mme Dorothy Wills, professeur au cégep Vanier, qui avait le triple avantage d'être une femme, noire -une importante communauté noire est concentrée dans NDG- et polyglotte. Après William Tetley, Bryce Mackasey et Reed Scowen, les libéraux de NDG en avaient cependant assez des « parachutes » et Mme Wills n'était pas du comté.

Tant qu'à avoir un député qui n'a aucune chance d'être nommé ministre, ils ont jeté leur dévolu sur un des leurs. Fils d'un immigrant autrichien, né en Saskatchewan, 47 ans, directeur général du Conseil catholique d'expression anglaise de Montréal, M. Thuringer habite NDG depuis 20 ans. Ses occupations ne semblent malheureusement pas lui avoir permis de consacrer beaucoup de temps à l'apprentissage du français.

Le candidat libéral sait bien ce que veulent ses électeurs, mais il admet ne pas être en mesure de leur promettre. M. Bourassa n'a pas voulu lui donner la garantie que l'affichage bilingue serait rétabli.

M. Thuringer aimerait bien que le bilinguisme soit autorisé partout au Québec, mais il ne jouera pas sa carrière politique là-dessus. « Il y a des choses plus importantes que ça dans la vie », dit-il. En fait, ça n'a pas l'air de le déranger beaucoup.

La solution la plus originale au problème de l'affichage est venue du Parti Citron, héritier spirituel des rhinocéros. Il propose lui aussi l'usage de deux langues, mais seulement le russe et le hollandais.

Le marché de l'emploi de la prochaine décennie

Une main-d'oeuvre qui choisit son patron...

L'ère des « économies sur le dos d'une main-d'oeuvre abondante » tire-t-elle à sa fin en Amérique du Nord? La plupart des démographes s'entendent déjà pour prédire une pénurie de main-d'oeuvre à l'aube de la prochaine décennie. Cette semaine, à Montréal, un futurologue et deux pdg de grandes entreprises se sont penchés sur la question dans le cadre d'un colloque dédié à la « ressource humaine ». Georges Angers y a assisté.

◆ MONTREAL - Nous traversons actuellement un de ces très rares moments dans l'histoire où sont réunis les deux éléments fondamentaux du changement social: de nouvelles valeurs et les nécessités économiques.



par
Georges
ANGERS

C'est du moins la perspective qu'offre le futurologue américain John Naisbitt, auteur des best-sellers Megatrends et Re-inventing the corporation.

De plusieurs points de vue en effet, on peut observer, à l'approche du 21^{ème} siècle, un changement profond des valeurs qui passent du collectif à l'individuel. Ce passage avait en quelque sorte été annoncé par le courant hippie des années 1960 et 1970 caractérisé par le rejet des valeurs sociales et culturelles de la société de consommation. À la production, les hippies opposaient la création; à l'argent, ils opposaient le bonheur.

Parallèlement, s'opérait à l'échelle de la planète un profond changement du climat économique. Non seulement la reconstruction de l'Europe et du Japon, dont les économies avaient été littéralement détruites par la deuxième guerre mondiale, était-elle complète, mais encore les « vieux pays » et l'empire du soleil levant étaient-ils devenus des puissances économiques capables de battre l'Amérique du Nord sur son propre terrain.

L'époque de la croissance sans limite, de l'opulence, voire du gaspillage, à laquelle les Nord-Américains s'étaient habitués s'est définitivement achevée avec la crise du début des années 1980.

Celle-ci nous a forcés à constater la désuétude de notre vieille structure industrielle et de nos méthodes de production. Les « autres » pouvaient produire aussi bien sinon mieux que nous et à moindre coût.

S'est alors posé pour l'Amérique le problème de la compétitivité. Celui-ci apparaît d'autant plus difficile à solutionner qu'on ne pourra réaliser encore longtemps d'« économies » sur le dos d'une main-d'oeuvre abondante. La plupart des démographes s'entendent en effet pour prédire des pénuries de main-d'oeuvre dans un avenir rapproché, aussi tôt même que dans les années 1990.

À l'heure de la pénurie

Les entreprises, prédit John Naisbitt, seront alors en compétition pour s'assurer les services des meilleurs travailleurs et travailleuses. Le capital humain d'une entreprise deviendra alors une ressource plus stratégique encore que son capital-argent.

Les travailleuses et travailleurs ayant la possibilité de choisir leur employeur et non plus l'inverse, pour qui voudront-ils travailler? Évidemment pour celui qui leur offriront les meilleures conditions.

Le défi des entreprises se pose précisément ici. Comment répondre le mieux aux attentes des travailleuses et travailleurs et intégrer leurs valeurs aux exigences de production?

Cette réponse déborde largement la seule et tradi-

tionnelle solution qui passe encore aujourd'hui par la rémunération.

Bernard Lamarre, président de Lavalin, précise: « La gestion des ressources humaines consiste essentiellement à recruter les candidats les plus compétents possible, à leur offrir des défis à la mesure de leur compétence, à leur fournir les meilleures occasions de formation, à développer des conditions de travail qui permettent à tous de travailler dans la sérénité. Et, je dirais par dessus tout, à maintenir un climat de très grande confiance où la performance est reconnue, encouragée et rémunérée de toutes les façons possibles. »

En somme, le succès dans la gestion des ressources humaines repose sur la création d'un climat de travail stimulant, sur la possibilité d'atteindre le plein développement du potentiel de chacun et sur la reconnaissance par tous les moyens possibles du travail et de la réussite, soutient M. Lamarre.

Une telle philosophie s'accorde mal avec le fonctionnement hiérarchique traditionnel de la plupart de nos entreprises ou l'exécution aveugle des ordres, selon le modèle militaire, à une valeur absolue. Or les ordres donnés à un employé ne lui révèlent en fait que ses limites; ils étouffent l'imagination, refoulent toute volonté de dépassement, détruisent la création.

Le défi de la réorganisation

Puisque les ressources humaines constituent l'autre le plus important de toute entreprise, celles qui réussiront à recruter et à conserver les meilleurs travailleurs et travailleuses disposeront alors d'un avantage compétitif considérable, admettent tous les experts.

Les jeunes entreprises répondent généralement mieux aux attentes nouvelles des travailleuses et travailleurs. Elles proposent de par leur jeunesse même les projets et les défis recherchés tout en ayant la souplesse souhaitée dans leur fonctionnement.

Le défi est beaucoup plus lourd pour les vieilles entreprises qui ont traditionnellement fonctionné dans un système hiérarchique et bureaucratique ou la carrière (professionnelle et économique) n'avait de signification que si on grimpait les échelons... jusqu'à l'atteinte de son niveau d'incompétence.

Certaines ont cependant amorcé des transformations en développant notamment de petites unités de travail autonomes, en encourageant ce que l'on appelle depuis quelque temps l'intrapreneurship. C'est le cas notamment de la compagnie aérienne scandinave SAS, cite M. John Naisbitt. L'organigramme de la compagnie a maintenant la forme d'une roue. La direction est devenue le moyeu auquel chaque rayon, constituant une unité autonome de travail, est relié. Chaque élément est alors responsable du fonctionnement d'ensemble de la roue.

Une telle organisation favorise des rapports plus étroits entre la direction et les différentes unités de travail ainsi qu'une circulation constante de l'information sans laquelle la roue bloque.

Le véritable défi n'en est évidemment pas un de structure mais d'organisation. Une organisation offrant à chaque travailleur et travailleuse des défis à la mesure de ses capacités, un environnement stimulant et la reconnaissance de la réussite.

Mais pour plusieurs encore, cela équivaut presque à réinventer la roue.



Pour le président de Lavalin, Bernard Lamarre, une saine gestion des ressources humaines passe par la création d'un climat de travail stimulant.



Le Soleil, Jean Villeneuve

Le Pape va passer dix jours dans le sud des Etats-Unis. Par la suite, il doit se rendre à Fort Simpson, dans le nord-ouest du Canada - où il n'avait pu atterrir en 1984 -, pour y rencontrer les Indiens.

Arrivé jeudi, Jean-Paul II en est à son quatrième périple aux Etats-Unis. Pour les objectifs de ce voyage sera de courtiser les brebis hispanophones mais ce n'est pas le plus important. Maintenir l'hégémonie de la communauté catholique de la comarque doit faire face le Vatican aux prises avec une dissidence plus active. Notre collaborateur à Washington, Yves Gilson, nous fait part des enjeux de cet autre voyage papal.

La visite du Pape aux Etats-Unis Amadouer la dissidence

♦ Ce n'est pas par hasard que le Pape a choisi de visiter le Sud et la côte Ouest des Etats-Unis. C'est là que se trouve le futur de l'église catholique américaine en la personne des millions d'hispanophones qui s'y sont établis. Mais les « vivas » de la foule ne peuvent étouffer le grondement de millions de catholiques mécontents des directives du successeur de Saint-Pierre.

par Yves GILSON
(collaboration spéciale)

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les leaders catholiques de ce pays ont une confiance absolue dans le succès populaire de la visite papale. Que ce soit à Miami, San Antonio, Phoenix ou Los Angeles, les immigrants hispanophones ont mis le paquet pour accueillir comme il se doit « El Papa ». « La population hispanique de ce pays représente le futur de l'Eglise », déclarait récemment Henri Cisneros, maire de la ville de San Antonio qui sera l'hôte du Pape demain.

Cette prédiction n'a rien de sorcier. Alors que l'Eglise parvient difficilement à garder les « Americanos » en son sein, les « Hispanos » viennent grossir quotidiennement les bancs des églises à travers le pays.

Aujourd'hui déjà, deux catholiques américains sur cinq sont originaires d'Amérique Latine ou de Cuba. A la fin de ce siècle, ils représenteront plus de la moitié de la communauté catholique américaine. « La hiérarchie catholique à Rome et ici reconnaît l'immense potentiel offert par ces nouveaux immigrants. Pour l'église catholique américaine, c'est presque un second souffle de vie », résume Cisneros.

Les hispanophones

S'il est des brebis que le Pape est particulièrement heureux de voir dans son troupeau, ce sont bien ces nouveaux fidèles. Les hispanophones sont attachés aux valeurs familiales, extrêmement croyants et très pratiquants. Dans l'église du Sacré Coeur à Washington DC, 45 pour 100 des fidèles sont Hispanos. « C'est une bénédiction de les avoir ici chaque dimanche », souligne le prêtre de la paroisse. « Sans eux, l'église paraîtrait bien vide ».

Preuve de l'importance attribuée par les leaders catholiques à cette communauté, le nombre de messes célébrées en espagnol dans la capitale américaine est passé de cinq en 1972 à 23 aujourd'hui. A Miami, tous les nouveaux prêtres ordonnés doivent être bilingues. Dans tous les diocèses du Sud, les évêques font un effort spécial pour accommoder les fidèles hispanophones. La raison est que les Protestants essayent de « recruter » ces brebis longtemps ignorées par les prêtres catholiques. Et le risque est réel. Une étude menée en 1985 par le Northeast Catholic Pastoral Center révélait que 80 pour 100 des Hispanos catholiques interrogés ont déclaré avoir été approchés par des membres de l'église protestante.

Si courtiser la population hispanophone est clairement une priorité des prélats américains, elle n'est pas la plus importante. Maintenir l'hégémonie de la communauté catholique est de loin le plus sérieux problème auquel doit faire face le Vatican.

Un conservatisme critiqué

Ces derniers mois, plusieurs théologiens et leaders de l'Eglise ont publiquement critiqué le conservatisme du Pape. Toutes les enquêtes confirment le mécontentement des catholiques envers la rigidité du Vatican sur des sujets tels que l'usage des contraceptifs (76 pour 100 en faveur), l'ordination des femmes (52 pour 100 en faveur), le mariage des prêtres (53 pour 100 en faveur), le remariage des divorcés devant l'Eglise (76 pour 100 en faveur), l'avortement (57 pour 100 en faveur si la vie de la mère est en danger ou si la conception est le résultat d'un viol et 27 pour 100 en faveur sans aucune condition) et les relations sexuelles avant le mariage (71 pour 100 en faveur).

La dissidence au sein de la hiérarchie catholique américaine n'est pas chose nouvelle. Mais alors qu'autrefois elle était plutôt passive - ou mieux contrôlée par les officiels - elle a récemment pris une tournure beaucoup plus active, forçant le Vatican à serrer la vis.

nure beaucoup plus active, forçant le Vatican à serrer la vis.

L'Archevêque de Seattle, Mgr Huthausen, a été déchargé d'une partie de son autorité pastorale pour avoir agi à l'encontre des directives de Rome. Le Révérend Charles Curran, professeur de théologie à l'American University de Washington DC, s'est vu interdire de donner des cours en raison de son « déviationnisme » sur des sujets tels que le mariage des divorcés devant l'Eglise, l'utilisation de moyens contraceptifs et les relations sexuelles et homosexuelles.

Le Vatican a également demandé aux Soeurs Notre-Dame de Namur d'expulser de l'ordre deux soeurs de Charleston, en Virginie de l'Ouest, qui se sont prononcées publiquement en faveur de l'avortement. En octobre dernier, Rome a ordonné aux évêques de se distancer des organisations qui critiquent ou prennent une position

ambiguë vis-à-vis de l'enseignement de l'Eglise concernant l'homosexualité.

Derrière ces histoires largement reprises par la presse américaine se cachent des dizaines d'autres cas allant des prêtres ou nonnes avouant leur homosexualité aux paroissiens mis au banc des accusés par leur curé en raison de leurs convictions.

Une remise en question difficile

« Le Vatican a beaucoup de difficultés à accepter une remise en question de son autorité », souligne Robert Hoyt, éditeur du magazine National Catholic Reporter. « Il (le Vatican) espère que tous les catholiques suivent les directives de l'Eglise sans poser de questions. Dans cette société américaine habituée à exprimer publiquement ses opinions, c'est tout simplement impossible d'avoir 52 millions de brebis blanches ».

Ce serait cependant une erreur de croire que l'église catholique américaine est au bord d'une révolution imminente. Une majorité écrasante de catholiques approuve l'agenda social du Pape: plus juste distribution des richesses, accès au travail pour tous, démilitarisation de la planète, etc. Une majorité tout aussi écrasante rejette la position du Pape sur les sujets moraux tel que sexualité, mariage des prêtres, etc. Mais cela ne les empêche pas de croire en la religion catholique.

En fait, selon le magazine Time, 93 pour 100 des catholiques pensent qu'il est possible de ne pas être d'accord avec le Pape tout en restant un bon Catholique. « Le catholique américain choisit ce qui lui convient et ignore ce qui l'embête », résume un prêtre de Washington, DC. « Et je n'ai aucun problème avec cela. Mon rôle est de présenter à mes paroissiens le message de l'Eglise, pas de l'imposer. Ce qu'ils décident de faire est entre eux et Dieu ».

Le déclin de la prêtrise

♦ Etre prêtre aujourd'hui n'est pas une sinécure. Obéir aux directives du Vatican et répondre aux besoins spécifiques des paroissiens sont deux choses difficilement réconciliables.

« Les prêtres sont entre deux eaux », souligne le Rev. Richard Hynes, président de la National Federation of Priest's Councils. « Ils doivent réconcilier l'idéal du Pape aux réalités quotidiennes. Et ce n'est pas toujours évident ».

Les réalités quotidiennes sont simples: précocité des relations sexuelles chez les jeunes avec comme conséquence un nombre extrêmement élevé de filles-mères et d'avortements, taux de divorces important (25 pour 100 des catholiques adultes ont au moins divorcé une fois), problème que pose les homosexuels catholiques et enfin problème financier de certaines paroisses fréquentées par les « minorités »: Noirs, Hispanos, etc.

« La question est simple: que dois-je dire aux jeunes filles de cette paroisse où être mère à 15 ans est normal? Bien sûr, je prêche l'abstinence. Mais je leur conseille également de prendre la pilule », explique un vicaire de Philadelphie.

Des réalités oubliées

Nombreux sont les prêtres qui reprochent à Rome d'ignorer ces réalités quotidiennes. Ce qu'ils demandent, ce n'est pas un changement radical. Ils n'en ont pas besoin. Comme ce vicaire de Philadelphie, la majorité d'entre eux exercent leur jugement personnel même si celui-ci va à l'encontre des directives de Rome.

Ce qu'ils voudraient par contre, c'est que les leaders catholiques encouragent les jeunes, hommes et femmes, à entrer dans les ordres. Mais tant que le Vatican refuse le mariage des prêtres et l'ordination des femmes, il y a peu de chance que ce vœux se réalise. Et cela pose un sérieux problème. 44 pour 100 des 57.000 prêtres sont âgés de plus de 56 ans. Le nombre de séminaristes est passé de 8.887 en 1965 à 4.039 aujourd'hui.

Selon les conclusions d'une récente étude, l'église catholique américaine devra « importer » des prêtres à la fin de ce siècle si l'exode continue. Une autre étude révèle que 20 pour 100 des prêtres quittent dans les dix années suivant leur ordination, 35 pour 100 dans les 15 ans et 42 pour 100 dans les 25 ans. 17.000 prêtres ont quitté la prêtrise ces 20 dernières années pour se marier.

Selon Dean Hoge, sociologue à la Catholic University of America, le nombre de prêtres pourrait quadrupler si Rome reconsidérerait la question du célibat. Mais Jean-Paul II, a servi un « non » définitif à cette possibilité.

Le déclin est encore plus prononcé dans les ordres religieux féminins. Depuis 1966, le nombre de nonnes est passé de 181.000 à 114.000. L'âge moyen est de 62 ans et les inscriptions dans les noviciats sont au plus bas.

Une barrière culturelle

Une solution logique pour Rome serait d'ouvrir les portes de la hiérarchie catholique américaine aux représentants des soit-disantes « minorités ». Mais pour des raisons purement culturelles, cela ne s'est pas encore fait. « Les Américains « blancs » ne sont pas encore prêts à ce qu'un Hispano ou un Noir devienne prêtre de leur paroisse », explique un professeur jésuite de l'Université Georgetown à Washington, DC. « La barrière culturelle est trop grande ».



« Les Américains « blancs » ne sont pas encore prêts à ce qu'un Hispano ou un Noir devienne prêtre de leur paroisse », explique un professeur jésuite de l'Université Georgetown à Washington, DC. « La barrière culturelle est trop grande ».

Peut-être que cela changera suite à la visite du Pape. Les leaders catholiques des communautés noire et hispano rencontreront Jean-Paul II à ce sujet. Bien que les Noirs représentent 2,5 pour 100 de la population catholique, ils ne peuvent revendiquer que 0,04 pour 100 des prêtres, soit moins de 300. Les hispanophones sont dans le même cas. Seulement trois pour 100 des prêtres sont d'origine hispanique.

« Si l'Eglise veut être crédible, elle doit refléter toutes les minorités », déclare le Rev. Curtis Guillory de la Nouvelle-Orléans. « Nous espérons que le Tres Saint-Père fera une déclaration dans ce sens ».

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:
JACQUES-G. FRANCOEUR
Éditeur adjoint et rédacteur en chef par intérim:
GILBERT ATHOT

Président et directeur général:
PAUL-A. AUDET
Directeur de l'information:
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier:
CHARLES-A. POULIN
Directeur de l'édition:
JACQUES DUMAIS

Balayage significatif en Ontario

♦ Au début de la campagne électorale, en Ontario, bon nombre d'observateurs prédisaient que le premier ministre sortant, M. David Peterson, raflerait entre 75 et 100 des 130 sièges de la Législature. Le scrutin de jeudi double presque ses acquis (95), confirme le succès sans précédent, mais également sans surprise, de l'équipe libérale qui, depuis deux ans, formait ce gouvernement minoritaire de Queen's Park. Désormais on ne peut plus majoritaire, le régime Peterson devra se méfier de l'arrogance qui guette toute formation politique subitement investie de tant de pouvoirs.



par **Jacques DUMAIS**

Ce «couronnement» de M. Peterson en fait le personnage clé de l'heure, concernant les dossiers canadiens du libre-échange et du rapatriement du Québec dans le pacte confédératif de 1982. Ce premier ministre a l'hésitation tenace dans un cas comme dans l'autre. En sorte que le mandat massif et exclusif qui est le sien l'obligera à se brancher enfin de manière plus claire et déterminante. Il s'y appliquait déjà, hier, cependant que la conférence de lundi des premiers ministres canadiens sera plus instructive encore.

Les résultats de cette élection s'avèrent historiques ou éloquentes sur le plan ontarien aussi bien qu'à l'échelle canadienne. Microcosme du pays, l'Ontario baigne corps et âme dans le «rouge» politique comme seul le Québec savait le faire, depuis deux décennies, avec des régimes Bourassa qui, par trois fois, balayèrent tout sur leur passage. A la différence, toutefois, que Toronto, à tout le moins jusqu'en 1985, avait plutôt l'habitude des baignades prolongées avec les «bleus»; et que, depuis deux ans, le cabinet Peterson dut composer avec un tiers parti, le NPD de M. Bob Rae, pour mener à bien à la fois sa «révolution tranquille» et la déroute de la *Big Blue Machine*.

La vraie surprise de ce scrutin aura justement été l'ampleur de la défaite des conservateurs de M. Larry Grossman. Celui-ci, n'ayant conservé que 16 de ses quelque 50 députés, se présente à juste titre comme un démissionnaire obligé de la politique. M. Grossman s'est fait éjecter du fief qui appartenait à sa famille, depuis 1955, et il a vu le NPD ravir à son parti le titre d'opposition officielle au parlement ontarien. De plus, l'échec des conservateurs lui est imputable en propre, à cause de sa peur du dialogue avec les électeurs, de sa bigoterie unilingue, de ses inepties pour un libre-échange pur et dur avec l'ogre américain.

M. Grossman, ne l'oublions pas, fut aussi emporté par cette vague anti-conservatrice que personifiée parfaitement M. Brian Mulroney. Le même ressac pourrait également anéantir la formation de M. Richard Hatfield, lors du scrutin du mois prochain au Nouveau-Brunswick, cet autre voisin immédiat du Québec. Est-ce parce que les électeurs du Canada optent pour les libéraux ou néo-démocrates? Non pas. Ils votent plutôt contre des régimes usés et de moralité douteuse.

Les Ontariens, par exemple, n'ont choisi ni la droite ni la gauche mais bien le centre, la stratégie des petits pas à la Bill Davis — le dernier grand de la dynastie conservatrice — par le truchement, cette fois, d'un Peterson extrêmement populaire, habile, sensible, plus moderne.

Même si les néo-démocrates constituent dorénavant la deuxième formation de la province, ils payent chèrement — au même titre que le NPD fédéral de David Lewis, en 1974, lequel venait de propulser Pierre Trudeau — pour ce pacte de «non ingérence» conclu avec les libéraux, il y a deux ans. Une perte de quatre précieux sièges en résulte (il en a 19), le chef Bob Rae ayant même failli mordre la poussière dans sa propre circonscription et son leadership n'étant pas du tout à l'abri d'une révision à moyen terme.

Le NPD national de M. Ed Broadbent devra-t-il se contenter d'une récolte proportionnellement aussi peu abondante, lors des élections fédérales? Pas nécessairement, dans la mesure où M. Rae avait d'ores et déjà de graves problèmes d'image tandis que celui-là jouit, au même titre que M. Peterson, du reste, d'une cote d'amour supérieure et de loin à celle de son parti.

Les forces en présence en Ontario servent mal, en tout cas, la cause personnelle du leader libéral fédéral, M. John Turner. La *Petersonmania* prouve hors de tout doute, en effet, que le charisme et l'adresse politiques du chef assurent la pérennité des partis traditionnels. Or M. Turner, après plus de deux ans de désaffection populaire vis-à-vis des conservateurs de M. Mulroney, n'est toujours pas parvenu à canaliser ce mécontentement au profit de ses troupes. Pour dégonfler le ballon de M. Broadbent, le PLC aurait intérêt lui aussi à se donner un balayeur comme M. Peterson... ♦

AD LIB
Quand il n'y a pas le feu

♦ C'est vrai, comme l'écrivait l'autre jour ma collègue Nicole Beaulieu, que le dimanche est propice à l'escapade...

Tenez, chez-nous, tous les dimanches matin, quand il fait beau, on a la pompe à incendie locale qui prend sa marche autour du Lac Beauport...

Il arrive même qu'elle aille chercher sa copine d'à-côté et elles se promènent ensemble, toutes neuves, toutes reluisantes, toutes chromées, sous l'oeil admiratif des contribuables...

Les premières fois, ça fait tout drôle de voir passer comme ça une pompe à incendie au ralenti quand il n'y a pas de feu nulle part. Parce qu'en général, une pompe à incendie, ça va vite, ça hurle et, surtout, ça va au feu...

Mais, malgré tout, une pompe à incendie qui passe sur la rue, tranquillement pas vite, c'est comme qui dirait psychologique, ça donne une manière d'assurance contre le feu...

Au début, quand je l'ai vue se promener les boyaux sur la rue



par **Paul LACHANCE**

Principale, j'ai cru que c'était un nouveau service municipal de porte à porte, comme un camion à vidanges, qu'on offrait aux gens au cas où quelqu'un aurait eu un feu à faire éteindre...

Mais, chez nous, il n'y a pratiquement pas de feu, excepté des feux de foyer qui n'ont surtout pas besoin de pompe à incendie. D'ailleurs, c'est impensable. Il y a des maisons bien trop grosses et trop luxueuses pour une petite pompe comme la nôtre...

— Je me demande pourquoi, que j'ai fait un jour à ma bourgeoise, la pompe se promène comme ça tous les dimanches matin. J'dis pas si, de temps à autre, elle en profite pour aller au feu. T'es-tu imaginé un peu si toutes les pompes faisaient pareil...?

— Tu comprends pas, qu'a répondu l'autre, agacée, c'est pour lui dégourdir les jambes. T'as pas pensé que la pompe fait rien de la semaine et que les pompiers volontaires ont juste le dimanche pour lui faire prendre l'air...

Remarquez bien que j'ai rien contre les pompes à incendie. Au contraire, je suis pour qu'il y en ait partout. Ça peut servir à éteindre quand même bien des feux. Surtout qu'au cas où un incendie éclatait, personne ne pourrait se plaindre que sa maison a brûlé parce qu'il n'y avait pas de pompe à incendie...

On éviterait surtout un autre comité de citoyens et un autre référendum pour qu'on en achète une...

N'empêche que je voulais en avoir le coeur net au sujet de ma pompe locale. Et, un dimanche matin, j'ai pris le téléphone...

— Ça sert à rien d'appeler, qu'a crié ma bourgeoise, je viens juste de la voir passer... ♦

DIMANCHE

Jean-Paul L'ALLIER



♦ Dans cette même page, demain, LE SOLEIL a invité le communicateur professionnel **Jean-Paul L'Allier** à signer l'éditorial du jour: il vous entretiendra des «illusions» du Nouveau parti démocratique (NPD), au Québec. De son côté, notre collaboratrice **Nicole Beaulieu** trace le portrait de Lydie, du pays de Jacques Brel, qui séjourna chez elle pendant la durée du Sommet des pays francophones. Dans ses notes de lectures, l'éditorialiste **Raymond Giroux**, lui, tente de «rapiécer l'histoire émettée». Enfin, le contenu de VOTRE PAGE rimera avec «A»: Ça et là, Sida, Nicaragua et Cinéma... ♦



Nicole BEAULIEU



SUR LA COLLINE PARLEMENTAIRE

Une bien étrange modestie québécoise...

♦ A-t-on idée d'être aussi modeste lorsqu'on est au pouvoir?

Le gouvernement Bourassa fausse, ces mois-ci, toutes les règles usuelles des communications en politique.

par **J-Jacques SAMSON**



J'en connais qui pour bien moins auraient décoré le Salon rouge du Parlement pour une conférence de presse à grand déploiement; qui auraient aligné tous les ministres à vocation économique autour du ministre des Finances; fait appel à Radio-Québec pour diffuser l'événement; publié trente-deux communiqués...

Bref, on aurait soufflé très fort dans la trompette: l'économie québécoise bat des records.

Habités au tam-tam gouvernemental, les journalistes auraient rapidement divisé par deux, ajouté 10 pour

100 (c'est la règle de calcul infallible pour dégonfler les vantardises à l'hélium des politiciens) et obtenu le portrait réel de la situation.

Tous les médias auraient fait leurs manchettes avec les chiffres néanmoins impressionnants ainsi obtenus; les éditorialistes et commentateurs auraient félicité chaudement Robert Bourassa et son équipe économique; le gouvernement libéral aurait probablement gagné deux ou trois points de plus dans les sondages de septembre, etc.

Le ministre des Finances, M. Gérard-D. Lévesque, a toujours fui les lampes des caméras mais son chef est par, contre connu, comme un docteur en communications.

Pourtant, il aura fallu une première intervention du gourou Jacques Parizeau, dans sa chronique au *Devoir*, le 12 août dernier, pour attirer l'attention d'une élite sur le phénomène. «L'économie québécoise roule actuellement fort bien, de façon remarquable même...», posait le professeur Parizeau avant de se lancer dans une démonstration magistrale sur les statistiques du

chômage qui ne reflétaient pas le niveau réel de la création d'emplois au Québec.

Puis, il y a deux jours, le très respecté chroniqueur de la grosse Presse, Alain Dubuc, s'appuyait sur des chiffres de Statistiques Canada que Robert Bourassa ne pourrait nier: «Depuis le début de 1987, soit depuis huit mois, le Québec compte par ailleurs 86,000 emplois de plus. Soit dit en passant, cette performance dépasse celle de l'Ontario où l'on n'a enregistré qu'un gain de 61,000.»

Et d'ajouter Dubuc: «Enfin, il suffit d'un petit coup de pouce pour que le Québec arrive à un moment historique: encore 17,000 emplois de plus, et la province comptera, pour la première fois, trois millions de travailleurs et de travailleuses.»

Imaginez! Robert Bourassa avait promis de créer 80,000 emplois par année durant sa campagne électorale. Il vient de s'en créer 87,000 en huit mois.

M. Gérard-D. Lévesque n'avait d'autre choix, une nouvelle fois, que d'étaler au grand jour la belle vérité. Il a fait

distribuer à la tribune de la presse un document intitulé sans prétention *Faits saillants sur l'économie et les finances publiques* qui démontre de façon incontestable que la situation économique est florissante. Tous les indicateurs habituels convergent, en plus de l'emploi: la croissance prévue des investissements privés sera de 13 pour 100 (\$23 milliards au Québec en 1987) la construction domiciliaire atteint un sommet depuis 10 ans; les ventes au détail se sont accrues de 6 pour 100; les dépenses gouvernementales sont sous contrôle; le déficit pourra être réduit tel que promis à \$2,4 milliards pour cette année, etc.

Pas de conférence de presse, pas de parade de ministres, pas d'opérations de communications sur le circuit des émissions d'affaires publiques. Rien. N'eût été de la vigilance de quelques analystes, le citoyen ordinaire aurait tout aussi bien pu être gardé dans l'ignorance.

Et un citoyen non informé que l'économie en général et les finances publi-

ques sont en si bonne santé ne pense pas à réclamer la parité de l'aide sociale, des garderies en plus grand nombre, des routes en meilleur état, un soutien raisonnable pour des personnes handicapées, de meilleurs équipements et plus de personnel dans les hôpitaux, des allocations familiales significatives, des secours pour les sans-abris, des investissements dans le secteur culturel, etc.

D'autres demanderaient sans doute des baisses d'impôt.

Qu'est-ce que cette subite modestie si inhabituelle pour des hommes politiques, même si on sait tous que la principale contribution des élus à la santé économique est de ne rien faire pour lui nuire?

C'est comme si le gouvernement était prêt à se priver des félicitations d'usage pour ne pas susciter du même coup des attentes: devenir un peu plus «social» après n'avoir pensé et parlé que d'économie et de performances depuis deux ans.

Vous n'y échapperez pas, M. Bourassa. Félicitations. ♦

À Loretteville

Partage chrétien intéressé à l'ex-bureau de poste

♦ La fondation chrétienne, de Loretteville, souhaite que le conseil municipal mette à sa disposition l'ancien bureau de poste, situé au 236, rue Racine, au lieu de le vendre.

par Marcel COLLARD

À la réunion du conseil, cette semaine, le président de la fondation, M. Yvan Pageau, a déclaré qu'il trouvait « humiliant et insultant » de constater que les conseillers venaient de décider de lancer un nouvel appel public pour la mise en vente de l'édifice, sans même faire mention de la requête formulée par son organisation, dans une lettre adressée à la municipalité, le 31 août. Selon lui, les élus municipaux avaient une belle occasion de démontrer la vocation sociale de la municipalité.

Commentant le fait qu'une somme de \$100,000 avait été inscrite dans les revenus de l'année en cours, comme produit de la vente, M. Pageau a affirmé que cela équivalait « à vendre ses meubles pour payer le compte d'huile à chauffage ».

Les conseillers municipaux, membres de la fondation pour la plupart, se prononcèrent d'emblée sur le bien-fondé de la requête. Cependant, ils ne croient pas que l'ancien bureau de poste réponde aux besoins de la fondation, d'autant plus qu'ils misent sur l'implantation de nouveaux commerces dans l'édifice pour stimuler la vie économique de la rue Racine.

La fondation, explique M. Pa-

geau, fut formée en 1984 pour aider les plus démunis de la paroisse Saint-Ambroise, allant jusqu'à leur consentir des prêts sans intérêt pour

répondre aux besoins les plus pressants. En plus, elle porte assistance aux organismes déjà formés. Pour l'instant, le seul local de la fondation

est un espace dans un ancien garage municipal servant à l'entreposage de meubles. Cependant, selon M. Pageau, en plus de vouloir offrir

un service d'accueil provisoire aux personnes en difficulté, certains organismes à la veille d'être jetés dans la rue pour diverses raisons, pres-

sent la fondation de leur venir en aide.

L'organisation compte environ 600 membres. ●

Promesse de programme d'information des produits dangereux

♦ WINNIPEG (PC) - Les ministres de la Santé du pays, dont relève la sécurité sur les lieux de travail, ont mis fin jeudi à deux jours de consultation en promettant d'adopter d'ici le 1er octobre 1988 un système national d'information sur les produits et les matières dangereuses.

En fait, on travaille à la mise en place d'un tel système, avec la collaboration des fabricants de produits dangereux, depuis 1982. Son but principal est de s'assurer que les chefs d'entreprise et les travailleurs seront bien au courant de ce qu'ils manipulent.

Le système imposera une identification uniforme de plus de 200,000 substances d'un bout à l'autre du pays ainsi qu'un entraînement suffisant des travailleurs en contact avec ces produits dangereux. Les pesticides, qui sont régis par Agriculture Canada, ne seront pas pris en considération dans le système.

Ce sont les fabricants qui absorberont la plus grande partie du coût du programme, a souligné le ministre de la Santé du Manitoba, M. Gerard Lecuyer.

Les ministres ont également discuté des problèmes posés par le SIDA sur les lieux de travail; ils ont convenu d'échanger toute nouvelle information sur la maladie.

Des ministres ou des hauts fonctionnaires de huit provinces ainsi que du Yukon ont assisté à cette rencontre annuelle. Terre-Neuve et les Territoires-du-Nord-Ouest n'étaient pas représentés. ●

**Résultats professionnels
Contrôle étroit
Économie
Créativité et fierté
Voilà ce que vous procure
l'édition électronique d'Apple.**

Participez à une séance d'information pour de plus amples renseignements.

Qu'apprendrez-vous à la séance d'information sur l'édition électronique que vous offre GRATUITEMENT ComputerLand? Beaucoup!

Nous vous enseignerons comment donner un cachet professionnel à vos communications et produire de superbes présentations circulaires bulletins d'information et rapports de tous genres au moyen d'un Macintosh™ SE.

Nous vous montrerons aussi comment réduire vos dépenses. Si vous confiez présentement la typographie et la mise en page de vos documents à des fournisseurs, vous savez que ces services peuvent vous coûter de jolies sommes. Chaque changement, si minime soit-il, vous occasionne des frais supplémentaires. L'édition électronique met fin à ces

problèmes. Que vous changiez d'idée une fois ou dix fois, votre budget demeure intact. Rien nechappe à votre contrôle.

Enfin, nous vous apprenons à vous amuser en travaillant. L'édition électronique vous permet de mettre votre créativité à l'épreuve et d'en tirer une juste fierté.

Nous avons incorporé au nouveau Macintosh SE un disque rigide Rodime™ de 20 méga-octets afin d'en exploiter davantage la puissance et d'en faciliter l'utilisation. Choisissez

un logiciel de l'envergure du Microsoft Word™ et vous voilà prêt à profiter pleinement de la technologie de pointe que Macintosh met à votre portée immédiate au moyen d'une simple souris. Microsoft Word se prête idéalement à la fusion des fichiers de texte en édition électronique.



Deuilles trace à la main VS broillon électronique

Nous avons réuni ici le Macintosh SE et l'Apple LaserWriter™ Plus. Cette imprimante haute résolution intègre des douzaines de jeux de caractères en mémoire.

Communiquez avec le centre d'affaire ComputerLand le plus proche pour vous inscrire à une séance d'information GRATUITE. Ne tardez pas car les places sont limitées. Pour obtenir l'adresse de la succursale la plus proche, composez 1-800-387-1300.

MICROSOFT.



Vous savez que les bonnes affaires affluent chez ComputerLand. C'est sans doute parce que ComputerLand se soucie de la satisfaction intégrale de vos besoins en vous secondant de ses conseils judicieux dans le choix d'un système. ComputerLand se charge également de la configuration des systèmes, de la livraison, de l'installation, de l'entretien sur place, de l'assistance technique au téléphone à l'échelle nationale et de la location à bail moyennant des tarifs très compétitifs.

ComputerLand

Quand il vous faut des réponses rapides.

Apple, le symbole social d'Apple et LaserWriter sont des marques déposées d'Apple Computer Inc. Macintosh est une marque déposée d'Apple Computer Inc. Rodime, Rodime Systems et le symbole social de Rodime sont des marques déposées de Rodime Inc. Microsoft et Microsoft Word sont des marques déposées de la Microsoft Corporation.

POUR BIEN CONSTRUIRE ET RENOVER...

Le cahier "HABITAT" du SAMEDI... un outil indispensable pour simplifier vos corvées de rénovation.

LE SOLEIL
ABONNEMENT: 647-3333
Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362
Heures d'affaires:
Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00

CORRECTION

Dans notre circulaire pour la semaine du 14 au 19 septembre, l'article suivant, en page 3, aurait dû se lire comme suit: **Bifteck de côtes croisées désossé, coupe ordinaire, boeuf estampillé, catégorie Canada A: 2.98\$ lb 6.57\$ kg**

Nous nous excusons de cette erreur auprès de notre clientèle.

Communiquez avec le centre d'affaire ComputerLand le plus proche pour vous inscrire à une séance d'information GRATUITE.

Ste-Foy Place Belle Cour 2600, boul. Laurier 657-6677	Chicoutimi 27 est, rue Racine 696-0206
--	--

LE MONDE



Promotion

Le lance-caporal Daniel J. Daly sera promu au grade de caporal, lundi soir, lors d'une cérémonie à la base des marines à Groton, au Connecticut. Daly, un bouledogue pure race, est la mascotte de la base. Par tradition, les marines américains ont toujours eu des bouledogues comme mascottes. Lors de la première guerre mondiale, le sergent Deniel J. Daly, un des ancêtres du lance-caporal du même nom, avait eu l'insigne honneur de se voir attribuer à deux reprises la médaille d'honneur du Congrès pour des actions héroïques en plein combat.

Le conflit Tchad-Libye Trêve bien précaire

♦ N'DJAMENA (AP,AFP) - Le Tchad et la Libye ont annoncé hier une trêve dans leur guerre territoriale mais l'existence d'un cessez-le-feu a été presque aussi remis en question par les autorités tchadiennes qui ont fait état de nouveaux raids libyens.

Le cessez-le-feu, conclu par l'intervention de l'Organisation pour l'unité africaine (OUA), devait débuter hier à midi, heure locale, mais le Tchad a affirmé que les forces libyennes ne l'avaient pas respecté.

L'aviation libyenne a bombardé plusieurs localités du nord du Tchad, hier matin et au début de l'après-midi, en dépit de la proclamation du cessez-le-feu, a annoncé Radio-Tchad.

Dans son bulletin quotidien de 14 h 00, Radio-Tchad a ajouté que l'aviation libyenne avait bombardé hier matin Wour, dans l'extrême nord-ouest du Tchad, ainsi que Ourianga Kebir, dans le nord-centre.

« Le gouvernement tchadien ne s'est donc pas trompé sur la nature perverse et perfide du régime libyen », a estimé la radio.

La Libye a nié les accusations tchadiennes, déclarant que les raids avaient bel et bien eu lieu mais avant l'heure conclue pour le cessez-le-feu.

JANA, l'agence de presse libyenne, a précisé que le dernier bombardement avait pris fin à 11 h 45, soit 15 minutes avant l'entrée en vigueur de la trêve.

L'agence libyenne a ajouté que Tripoli espérait que l'arrêt des combats « mettrait fin aux souffrances des Tchadiens et permettrait de trouver une solution » au problème de la propriété du territoire que se disputent les deux pays belligérants depuis des années.

De son côté, le Tchad a dit que la trêve ne signifiait nullement qu'il y ait une entente sur la dispute territoriale portant sur 110.000 kilomètres carrés de désert dont le sous-sol serait très riche en minerais de toutes sortes.

Espoir américain

Les Etats-Unis espèrent que le cessez-le-feu au Tchad « conduira à la restauration complète de la sou-

veraineté » de ce pays sur son territoire, a déclaré hier à Washington le porte-parole du département d'Etat Charles Redman.

Interrogé sur la récente capture par les troupes libyennes de missiles Stinger de fabrication américaine, Redman a indiqué qu'il n'était pas autorisé à discuter « de la nature des relations » entre les Etats-Unis et le Tchad, concernant les fournitures militaires.

Evoquant la livraison par la Libye de mines soviétiques à l'Iran, en échange d'armes chimiques, M. Redman a indiqué que « les informations à ce sujet semblaient confirmer les plaintes tchadiennes » concernant l'utilisation de telles armes par les troupes libyennes au Tchad.

Selon un responsable américain ayant requis l'anonymat, Washington et Moscou ont récemment fait pression sur la Libye, apparemment en pure perte, pour dissuader le colonel Kadhafi de livrer des mines aux Iraniens en échange d'armes chimiques.

« Nous ne sommes pas sûrs à 100 pour 100, mais nous pensons que cet échange a eu lieu », avait ajouté ce responsable. ♦



Opéré

Billy Carter, qui avait atteint une certaine notoriété pour ses frasques à l'époque où son frère Jimmy était président des Etats-Unis, a subi hier une grave opération à Atlanta, pour l'ablation d'une tumeur cancéreuse au pancréas, a annoncé sa femme Sybil. Quant à l'ex-président Carter il a annulé la rencontre qu'il devait avoir hier soir avec le pape Jean-Paul II pour être au chevet de son frère, a confirmé le service secret américain qui continue d'assurer la sécurité du précesseur de Ronald Reagan.

ATELIERS D'AUTODEVELOPPEMENT

GERER SON STRESS

Du mercredi 30 sept. au 21 oct. 87, 18 heures, 70,00\$

- Définir ce qu'est son stress personnel pour en reconnaître les signes et les origines.
- Mieux prévenir les maux psychosomatiques par l'apprentissage et la pratique de techniques anti-stress (relaxation, méditation, etc.)
- Favoriser son bien-être par une saine philosophie, nous évitant de générer soi-même son propre stress.

ÊTRE SOI

Le samedi 17 oct. 87, 9h30 à 18h00, 50,00\$

- Comment avons-nous perdu cette capacité d'être soi, quels sont les obstacles et comment les surmonter?
- Se réunir ensemble pour mieux s'unir en soi, en se préparant à un contact réel avec autrui dans sa vie quotidienne.

Rencontres d'information et/ou d'inscription, les 16 et 23 sept., au 1055, Belvedere, Suite 117, Québec.

INFORMATION:



Benoît Rancourt
Psychologue

688-9098



CLUB RICHELIEU-QUEBEC
Déjeuner-causerie



M. Jean-Louis Roy
DÉLÈGUE GÉNÉRAL DU
QUEBEC À PARIS.

prononcera une conférence sur les retombées économiques du Sommet de Québec le lundi 14 septembre 1987, à 12h00 au Château Frontenac.

Reservation: 643-8610 (Sylvie Girard)
Coût: 15\$



Comment acheter des portraits de famille signés la Baie et obtenir, par la même occasion, 21 portraits d'enfant pour 24,95\$.

Voici une occasion unique de faire photographier par des professionnels vos enfants de 12 ans et moins. Lorsque vous nous rendez visite pour vos portraits de famille, profitez-en pour faire photographier votre enfant. Vous obtiendrez ainsi, pour la modique somme de 24,95\$, une collection de 21 portraits d'enfant (1—10 sur 13, 2—8 sur 10, 3—5 sur 7 et 15 de format portefeuille).

Vos portraits d'enfant seront de la même qualité supérieure que tous les portraits signés La Baie. De plus, les séances de poses se dérouleront dans le confort de nos studios de professionnels. Pourquoi donc aller ailleurs pour vos portraits d'enfant? Venez plutôt profiter d'un prix exceptionnellement bas et de la qualité du service La Baie.

Vous pouvez vous présenter sans rendez-vous, du lundi au vendredi, de 10h à 17h. Si toutefois vous préférez venir en soirée ou en fin de semaine, il est possible de prendre rendez-vous. Une offre par sujet. Les poses sont notre sélection. Frais de poses, par personne : 0,95 \$



la **Baie**



Chic la classe!



Pour ceux qui aiment la cohabitation.
Lits condo 39" x 72",
incluant lit superposé et lit
bas sur roulettes.

PROMOTION
289\$

Commode non incluse.

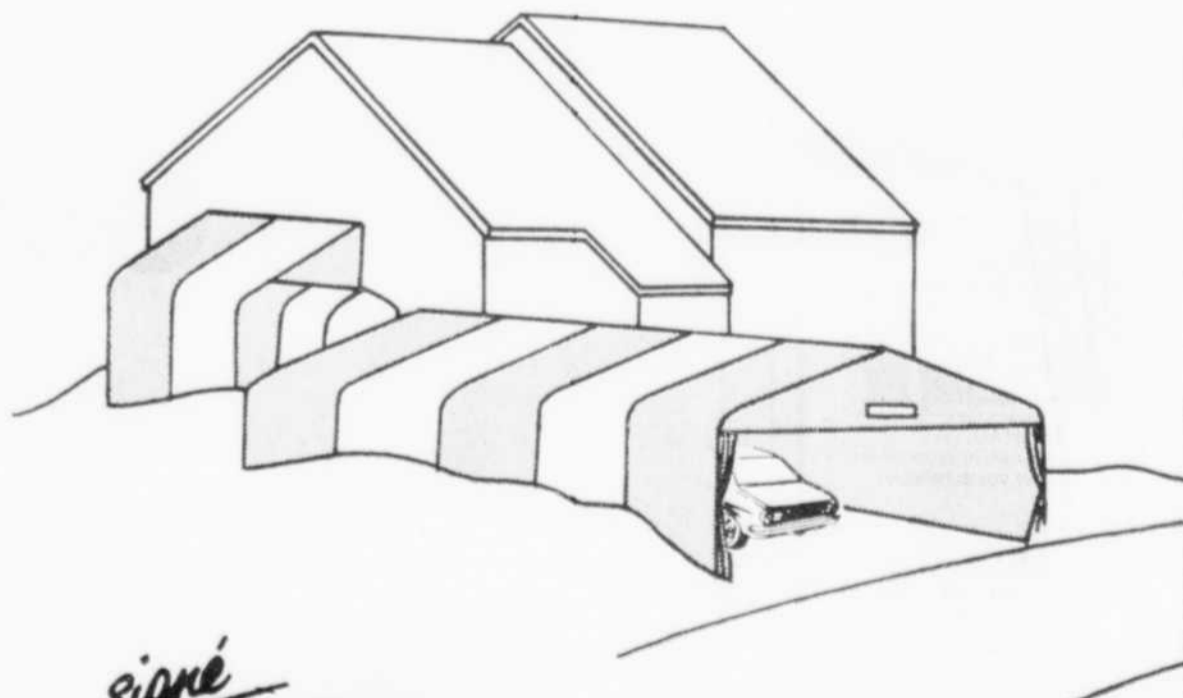


Québec, Angle Boul. Home/Henn IV
(418) 871 22 21

Lévis, St-David, 677, route Trans-Canada (rte 132)
(418) 835 15 73

UN HIVER

tranquille...



signé
CBI

...à compter
de
479\$

ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE

837-8863

Les vrais experts depuis 20 ans!

CBI inc. 21, Montcalm, Lévis

OUVERT
le SAMEDI

La libération de l'otage Schmidt a coûté cher

♦ BEYROUTH (AFP, AP) - Des ravisseurs pro-iraniens ont reçu plus de \$2 millions pour libérer cette semaine l'otage ouest-allemand Alfred Schmidt et s'apprêtent à rendre sa liberté à un autre Oust-Allemand en échange du versement d'une rançon similaire. C'est l'hebdomadaire libanais Al-Shiraa, qui avait révélé en novembre les livraisons d'armes américaines à l'Iran, qui fait ces affirmations dans son numéro à paraître aujourd'hui.

tant de la société chimique Hoechst, a été enlevé le 17 janvier dernier, soit trois jours avant le rapt de Schmidt.



Rudolf CORTES, 47 ans, directeur général de la filiale québécoise de Siemens affirmait n'avoir versé aucune rançon.

Le magazine ne précise pas si ces rançons sont payées par le gouvernement allemand ou par les firmes qui employaient les deux Allemands à Beyrouth.

Schmidt, un technicien de la firme Siemens, a été libéré après 230 jours de détention, tandis que l'autre otage, Rudolf Cortes, représen-

tant de la société chimique Hoechst, a été enlevé le 17 janvier dernier, soit trois jours avant le rapt de Schmidt.

Par ailleurs, Al-Shiraa souligne qu'aucun accord n'a été conclu entre la RFA et les ravisseurs sur le sort de Mohammed Ali Hamade, un jeune chiite libanais arrêté à Francfort le 13 janvier, en possession

d'explosifs. L'hebdomadaire estime qu'il « ne sera pas libéré de sitôt » et sera jugé « pour acte terroriste » conformément aux engagements pris par Bonn envers Washington.

Hamade est accusé par la justice américaine d'avoir participé au détournement, en juin 1985, d'un Boeing de la TWA sur Beyrouth, au cours duquel un soldat américain avait été assassiné. La RFA avait refusé de l'extrader vers les États-Unis.

De son côté, l'agence de presse ouest-allemande DPA, affirmant citer une source sûre, a rapporté hier que la rançon pour obtenir la libération de Schmidt s'était élevée à cinq millions de DM, soit \$3.650.000. L'agence DPA, tout comme le magazine libanais, ne dit pas qui a versé la rançon.



On aperçoit ici le sous-marin de poche Nautille attaché à une grue située à l'arrière du navire de soutien Nadir.

800 objets du Titanic récupérés

♦ PARIS (AFP, AP) - Les 32 plongeurs de l'expédition Titanic 87 qui viennent de terminer l'exploration de l'épave du transatlantique, ont retrouvé 800 objets des plus divers, qui vont du compas de médecin, en passant par une foule de pièces de vaisselle, un vitrail, et des bijoux, ont annoncé hier les responsables de l'expédition.

à son bord, a effectué 32 plongées sur l'épave, passant 156 heures sous les flots, entre le 24 juillet et le 9 septembre.

L'épave est retournée au silence des grandes profondeurs dans lequel elle baignait depuis 75 ans, par 3.800 m de fond, à 900 km au sud de Terre-Neuve.

« Avec ce que nous avons rapporté nous pourrions presque reconstituer intégralement la passerelle arrière du Titanic, a poursuivi le commandant Rowarc'h. « Nous avons choisi autour de l'épave les objets les plus divers pour faire revivre le navire, orgueil de la White Star. Nous avons un échantillon complet de la vaisselle du bord: aussi bien celle qui servait aux passagers fortunés qu'aux émigrants de l'époque ayant participé à

la croisière inaugurale », a-t-il précisé.

Il y a de tout : trois ou quatre sacs de voyage, le coffre d'un officier du bord, une trousse de médecin avec tout son attirail, des bijoux, des sacs en cuir, des billets de banque, des pièces de monnaie, une hélice, et un vitrail.

Le conteneur renfermant tous ces objets-souvenirs sera livré au laboratoire du services des études et recherches de la société d'Etat EDF (Electricité de France). Les spécialistes de l'EDF nettoieront ces objets et les traiteront de façon à ce que leur exposition à l'air ne les endommage pas.

La majorité des investisseurs qui ont financé cette expédition « française » sont en quasi totalité des Américains qui ont demandé à conserver l'anonymat.

HOTEL CHÂTEAU MONT SAINTE-ANNE

FORFAIT RÉUNIONS D'AFFAIRES
Jusqu'au 15 novembre 1987

75⁰⁰ \$

Par personne, occupation double

30,00 \$ supplémentaire, occupation simple

Incluant:

- hébergement;
- 3 repas par jour;
- 2 pauses café;
- salle de réunion;
- équipement de base;
- taxe et frais de service.

UNE MONTAGNE DE PLAISIRS À DÉCOUVRIR

Brisez la routine!
Tenez vos réunions d'affaires au coeur d'un des plus beaux centres de villégiature du Québec.

POUR INFORMATION ET RÉSERVATION:
communiquez avec le service commercial:
Hôtel Château Mont Sainte-Anne
500, boul. Beau-Pré
Beau-pré (Québec) G0A 1E0
Tél.: (418) 827-5211
de l'extérieur de Québec:
1-800-463-4467
Télex: 051-3803

4,37 \$/kg

1,98 \$/lb

BIFTECK DE RONDE

Déossée, tranche complète
OU RÔTI D'EXTÉRIEUR DE CROUPE
Bœuf catégorie Canada "A"

6,57 \$/kg

2,98 \$/lb

BIFTECK DE SURLONGE

Bœuf catégorie Canada "A"

DES

\$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$

À PORTÉE DE LA MAIN

Prix en vigueur du 14 au 19 septembre 1987

Prix en vigueur du lundi 14 septembre au samedi 19 septembre 1987. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Pas de vente aux marchands. Le texte présent sur la photo lorsque celui-ci correspond pas à la description du produit annoncé.

On compte sur vous

Centraide

VOUS VEULEZ AIDER UN ENFANT EN DIFFICULTÉ? VOUS VEULEZ AIDER UN VIEUX? VOUS VEULEZ AIDER UN DÉPENDANT? ADRESSEZ-VOUS À CENTRAIDE QUÉBEC. CENTRAIDE QUÉBEC, 4888, 2e Avenue, rue Charlebois, Q1W 8M8 (418) 827-2842

79¢

SUCRE BLANC
Granulé REDPATH
Sac 2 kg
Prix annoncé: 99¢
Avec le bon

Valable dans tous les supermarchés IGA du 14 au 19 septembre 1987 seulement. Limite d'un bon par client.

1,99

JUS DE LÉGUMES V-8
Boîte 1,36 L

69¢

LÉGUMES ASSORTIS IDEAL
Boîte 540 mL

6/99

KIWIS
Produit de la Nouvelle-Zélande
Grossueur 42-46

Il y a un supermarché IGA près de chez vous!

Beauport ALIMENTATION BEAUPORT ENR. 865, av. Royale	St-Anselme ICM Dorchester COOP IGA 50, rue Principale	Ste-Foy ALIMENTATION LAFORÊT INC. 3136, rue Latraverse
Charlesbourg COOP CHARLESBOURG IGA 7370, 3e Avenue S.	St-Jean-Christophe MARCHÉ A. JET. INC. 912, rue Commerciale	COOPRIX IGA 3335, rue De La Perade
COOP ORSAVILLE IGA 7010, boul. Du Jardin	St-Jean-Port-Joli COOP LA PAIX 321, route De l'Eglise	MARCHÉ JOYVANCE INC. 107, rue Abbe-Pierre
Clermont COOP IGA 76, rue Des Érables	St-Joseph-de-Beauce COOP IGA 1001, av. Du Palais	SUPERMARCHÉ BOVIN INC. 3280, chemin Ste-Foy
Donnacoona SUPERMARCHÉ IGA 225, rue Notre-Dame	St-Lambert-de-Lévis EPICERIE CENTRE-MATIC INC. 1253, rue Des Érables	Sillery ALIMENTATION RAYMOND ROUSSEAU INC. 1586, chemin St-Louis
Lorfeville COOP IGA 378, rue Racine	St-Nicéphore SUPERMARCHÉ CLEMENT (Clement Rue) INC. Place Charpentier 4565, boul. St-Joseph	Stonham LES ENTREPRISES BOULIENNE ET FIKRE INC. 612, 1re Avenue
Montmagny COOP IGA 70, boul. Taché S.	St-Nicolas-Est COOPRIX IGA 845, route Marie-Victorin	Varier ALIMENTATION G. POKLIN INC. 335, boul. Wilvo-Hamel
Québec A. PÉPIN & FILS INC. 135, rue Des Chênes S.	St-Pierre-des-Belcours EPICERIE J.N. MAYRAND INC. 181, route Marie-Victorin	Pont-Rouge SUPERMARCHÉ J.C. BEDARD LTEE 169, rue Du Port

LE MONDE

Le pape fustige la permissivité

♦ COLUMBIA, Caroline du Sud (AFP) - « La vraie liberté consiste à choisir le bien »: c'est un vigoureux rappel à l'ordre que le pape Jean-Paul II a lancé hier à l'Amérique permissive et aux catholiques américains fiers de leur liberté et de leur indépendance.

S'adressant à plus de 50,000 fidèles au cours d'une cérémonie oecuménique au stade de football américain ultra moderne de l'université de Caroline du Sud à Columbia, le pape a fait un vibrant plaidoyer pour la famille qui, a-t-il dit, est menacée par « une fausse notion de la liberté individuelle ».

Pêchés contre l'amour

Dans une claire allusion à l'avortement, à la contraception et au divorce, sujets sur lesquels les idées des catholiques américains diffèrent des siennes, il a déploré que des « pêchés contre l'amour et la vie soient souvent présentés comme des exemples de progrès et d'émancipation ».

« Aux Etats-Unis et partout dans le monde, la famille est ébranlée » avec pour conséquence « une tristesse et une instabilité individuelles

et collectives incalculables », a-t-il affirmé.

Immense tragédie

« La vraie liberté implique que l'on soit capable de choisir le bien, sans contraintes », a-t-il dit, estimant que ce serait une « immense tragédie pour toute la famille des hommes si les Etats-Unis, qui sont fiers de s'être consacrés à la liberté, devaient perdre de vue le véritable sens de ce noble mot ».

« Amérique, tu ne peux pas insister sur le droit de choisir sans aussi insister sur le droit de bien choisir, de choisir la vérité », a-t-il lancé.

Le pape, qui a rencontré à Columbia, fief des baptistes, 27 représentants des autres Eglises chrétiennes américaines, a appelé également ces dernières à oeuvrer en faveur de la famille. « Travaillons ensemble pour offrir soutien et force aux familles », leur a-t-il dit.

Jean-Paul II a quitté Columbia hier soir pour la Nouvelle-Orléans, où il rencontrera notamment le clergé noir américain, qui revendique une place plus importante dans l'Eglise américaine, ainsi que les enseignants catholiques. ●



Alors qu'il avait été prévu que 250,000 personnes regarderaient passer le pape, hier à Columbia, il semble que moins de 125,000 habitants de la ville se soient déplacés à cette fin. Il faut dire que Columbia se trouve dans un région des Etats-Unis où le pourcentage des catholiques est l'un des plus bas.

Reagan prie fréquemment

♦ WASHINGTON (AFP) - Le président Ronald Reagan a confié dans une interview publiée hier qu'il faisait souvent appel à Dieu pour que celui-ci lui accorde son aide en estimant que tous les présidents avaient fait de même à travers l'Histoire. Prié de dire par le quotidien USA Today s'il préférerait être souverain pontife ou président, M. Reagan a répondu: « Je ne pourrais pas être pape parce que je suis protestant. Mais je fais appel à l'aide de son supérieur (Dieu) aussi souvent qu'il le fait ». « Je ne connais aucun président qui n'ait pas fait cela, a-t-il ajouté. Lincoln a dit qu'il avait été poussé à se mettre à genoux (pour prier) très souvent parce qu'il n'y avait rien d'autre à faire. »

Un échange de cadeaux

MIAMI, Floride (AFP) - Le pape Jean-Paul II a offert une bible au président Reagan et à sa femme Nancy et ces derniers lui ont donné un coffret en acajou gravé à la main en souvenir de sa visite aux Etats-Unis, ont indiqué des responsables de la Maison-Blanche. La boîte, qui est ornée du sceau pontifical à gauche et du sceau présidentiel à droite, est surmontée d'une plaque d'argent représentant la carte des Etats-Unis avec un petit saphir pour marquer l'emplacement de chacune des neuf villes visitées par Jean Paul II.

Effondrement de deux tours

SAN ANTONIO, Texas (AP) - Des vents d'une extrême violence ont renversé tard jeudi soir deux tours hautes encadrant l'autel où le pape doit célébrer la messe, demain, à San Antonio. Les deux tours avaient la hauteur d'édifices de 12 étages. L'autel n'a subi que des dégâts mineurs mais les deux tours, construites au coût de \$130,000, sont une perte totale. Elles ne seront pas reconstruites. Par miracle, personne n'a été blessé quand les tours, poussées par des vents de 110 km/h se sont effondrées. ●

Jean-Paul II n'a pas fait de concessions aux dirigeants juifs

♦ MIAMI, Floride (AP/AFP) - Le pape a rencontré hier plusieurs dirigeants juifs américains et a défendu devant eux ses prédécesseurs, notamment Pie XII, accusés d'avoir gardé le silence au sujet de l'Holocauste.

Le souverain pontife a déclaré devant 280 leaders juifs que les juifs avaient le droit de posséder une patrie comme « toute nation civilisée ». Mais il a aussitôt ajouté que ce même droit revenait aussi aux Palestiniens dont plusieurs demeurent des « réfugiés sans foyer ».

Dans ses remarques, le pape n'a pas fait de « concession » et n'a pas parlé une seule fois que de l'audience qu'il a accordée cette année au président autrichien Kurt Waldheim, accusé par plusieurs milieux juifs de complicité dans le génocide du peuple juif au cours de la Seconde Guerre Mondiale.

Néanmoins, les dirigeants juifs américains se sont déclarés satisfaits de leur rencontre avec le pape, même s'il n'avait pas évoqué son entretien récent avec le président autrichien.

Sans signification

En outre, les leaders de la communauté juive n'ont vu « aucune signification politique » dans les propos de Jean-Paul II soutenant le droit des Palestiniens « à avoir eux aussi une patrie, comme n'importe quelle nation civilisée ».

Pour Theodore Ellenoff, président du Comité juif américain, la déclaration du souverain pontife « était une métaphore en faveur du soutien qu'appelle certaine condition humaine, lorsqu'on est plongé

dans la souffrance et l'angoisse ». Le pape, a-t-il souligné, n'a pas dit que la patrie des Palestiniens devrait se trouver à la place d'Israël.

Le rabbin Marc Tanenbaum, un des responsables de ce comité, a déclaré qu'il s'agissait d'« une bonne matinée, avec de forts symboles d'amitié », tandis que le directeur de la Ligue anti-diffamation B'nai B'rith, Burton Levinson, qualifiait de « très reconfortant » l'appel de Jean-Paul II à de nouvelles relations entre les deux religions. ●

A Miami, un violent orage met fin à la messe en plein air

♦ MIAMI, Floride (AFP/AP) - Un violent orage, avec une pluie battante et la foudre menaçant fréquemment de frapper l'assistance, a écourté hier la messe en plein air du pape Jean-Paul II à Miami et les quelque 250,000 fidèles réunis au parc de Tamiami ont été priés de se disperser à cause du danger.

Jean-Paul II avait commencé son homélie, abrité sous un parapluie tenu par un enfant de coeur, mais il n'a pu la terminer, la pluie ayant redoublé et le tonnerre couvrant sa voix tandis que des éclairs menaçants zébraient le ciel sombre. Le pape a alors fait preuve d'humour. Le texte qu'il a lu parlait notamment du soleil de la Floride. Il a fait une pause, notant que dans certains cas

le soleil pouvait être la pluie. Il a terminé la célébration de sa messe dans une sacristie proche de l'autel en plein air.

Une blessée

Tandis que les fidèles commençaient à se disperser, les organisateurs leur ont demandé de s'éloigner des tours supportant la sonorisation de la cérémonie, dangereuses par temps d'orage. Bien que la foudre soit tombée dans le parc, une seule personne, Judy Villanova, de Tamarac, en Floride, a été légèrement blessée mais les premiers soins lui ont été immédiatement prodigués. La foule s'est dispersée sans aucun incident, a indiqué un porte-parole des pompiers. ●

Voici une bonne raison pour faire l'essai sur route d'une SAAB: nous l'avons déjà fait. 2,5 fois autour du globe.

Pour ce tour de force, 3 SAAB 9000 Turbo furent conduites, 24 heures sur 24, 20 jours de suite. Et avec une vitesse de croisière de plus de 213 km/h. Résultat: 21 records de vitesse ratés! Mais surtout, une preuve indéniable que nos SAAB sont incroyablement fiables. Impressionnant, ce qu'un simple essai sur route peut prouver... alors qu'attendez-vous? Venez faire le vôtre!



SAAB

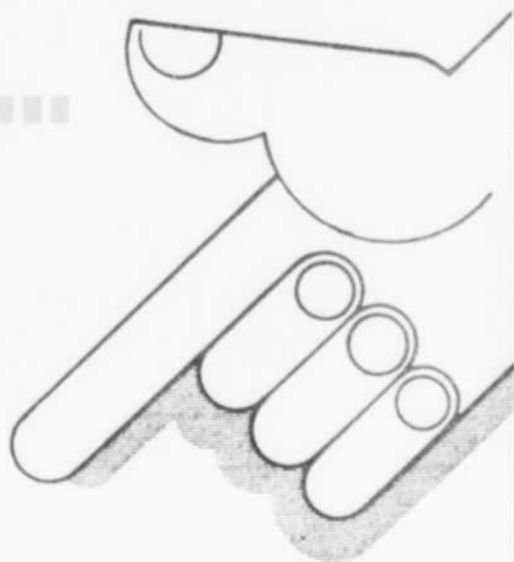
CHATEL AUTOMOBILES Ltée

"En affaires depuis 1964"

1350, rue Bouvier, Québec — 628-6336
(sortie Pierre-Bertrand sur La Capitale)

Les nouvelles Saab pour saborder vos habitudes!

ANNONCEURS PRENEZ NOTE...



LE SOLEIL

publiera le jeudi
24 septembre 1987
son cahier spécial

"VOTRE FOYER"

Par le biais d'entrevues avec des décorateurs, ce cahier brosse le tableau complet des nouvelles tendances dans les domaines du meuble, de la décoration, de l'éclairage, bref, de l'aménagement de l'espace intérieur. Un domaine qui évolue rapidement, depuis quelques années, avec l'apport de nouveaux matériaux, de styles et techniques avant-gardistes.

Y SEREZ-VOUS?

Date limite de réservation:
mercredi 16 septembre
Communiquez avec
votre représentant ou
M. André Dumont: 647-3435

LE SOLEIL



Chic la classe!

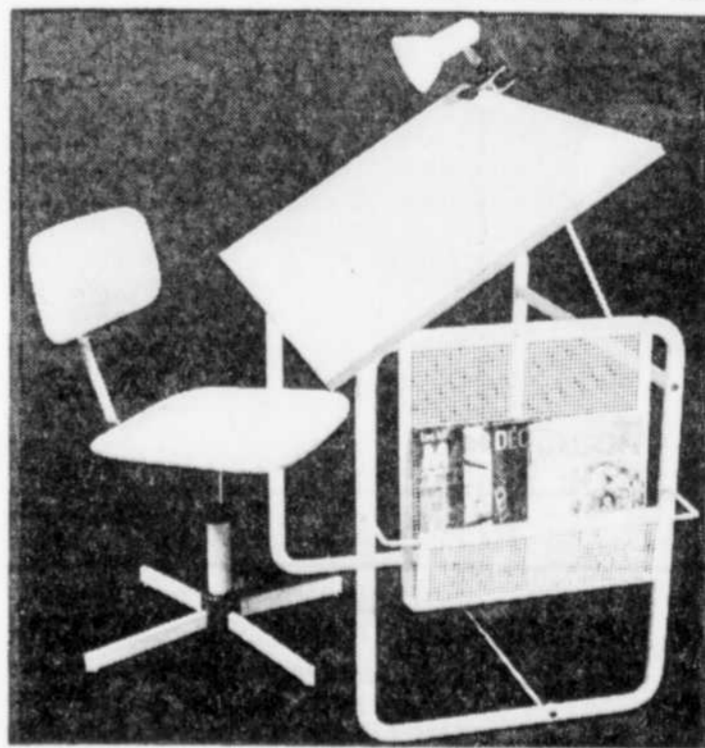


TABLE À DESSIN

Hauteur: 28"
Bleu, blanc,
rouge, jaune

rég. 189\$

PROMOTION

129\$

chaise et lampe
en sus

zip
INTERNATIONAL

Québec, Angle Boul. Henri/Henn IV
(418) 871 22 21

Levis, St-David, 677, route Trans-Canada (rte 132)
(418) 835 15 73



Protestataire sud-coréen

Ce lanceur de cocktail molotov était au nombre des centaines d'étudiants sud-coréens hurlant des slogans anti-américains se sont battus hier avec la police de Séoul, pour protester contre la visite la semaine prochaine aux Etats-Unis du candidat du pouvoir à l'élection présidentielle Roh Tae-woo. Les manifestants critiquaient également une visite à Séoul au même moment du secrétaire d'Etat adjoint américain Gaston Sigur, accusant les Etats-Unis de soutenir la dictature militaire en Corée du sud. Quelque 500 étudiants ont pendant deux heures bombardé de pierres et cocktails molotov quelque 700 policiers qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes.

Deng confirme son départ

◆ PEKIN (AFP/AP) - Le numéro un chinois Deng Xiaoping a confirmé hier qu'il abandonnerait deux de ses postes actuels et que de nouveaux dirigeants plus jeunes accèderaient à la tête du Parti



DENG

communiste et du gouvernement chinois lors du congrès du parti à la fin du mois prochain. Recevant le président du Parti socialiste démocratique japonais Saburo Takamoto, Deng a affirmé qu'il ne conserverait plus que la présidence de la commission militaire centrale après le congrès et que le prochain premier ministre serait choisi parmi les jeunes dirigeants. « En ce qui me concerne, je vais quitter le comité permanent et le bureau politique du parti », a déclaré l'homme de 83 ans, soulignant qu'il ne participerait plus à leurs travaux et que ces deux organes suprêmes du parti seraient rajeunis lors du congrès. « Nous avons déjà décidé entre nous » qui sera le prochain premier ministre, a affirmé Deng. Refusant de divulguer son nom, l'homme fort chinois a toutefois indiqué que l'objectif prévu était de nommer une personnalité jeune. Il a aussi souligné qu'il ne serait président de la commission militaire qu'en titre et que le travail concret serait donné à une autre personne plus jeune.

Présence jugée acceptable

NEW YORK (NYTNS) - Le gouvernement américain doit informer dans les prochains jours des compagnies pétrolières américaines qu'il ne s'oppose plus à leur présence en Syrie, a indiqué un responsable du département d'Etat. Cette décision, après le retour à Damas la semaine dernière de l'ambassadeur américain à Damas William Eagleton, s'inscrit dans le cadre des efforts de Washington pour améliorer ses relations avec la Syrie. Selon d'autres responsables, le gouvernement américain envisage également de lever certaines des sanctions qu'il avait imposées contre la Syrie en novembre 1986 pour son soutien au terrorisme.

Premier satellite israélien

JERUSALEM (AFP) - Amos, le premier satellite de télécommunications israélien, sera lancé dans l'espace avant la fin des années 80, a rapporté hier le quotidien israélien Yedioth Aharonoth. Le journal, qui publie la photo du satellite, cite la revue de l'armée de l'air israélienne qui, dans son prochain numéro, annoncera que le satellite Amos devrait être mis sur orbite à une altitude de 36,000 km au-dessus du Moyen-Orient par une navette spatiale américaine ou par la fusée européenne Ariane. L'Agence spatiale israélienne travaille en étroite collaboration avec la NASA et l'Agence spatiale européenne, rappelle le journal.

Détention jugée illégale

WINDHOEK, Namibie (AFP) - En une prise de position historique, la Cour suprême de Namibie a déclaré illégale, hier, la détention sans jugement, par les policiers, de six membres de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO), qui combat l'administration sud-africaine dans ce pays. Parmi ces six opposants, arrêtés le 18 août, quatre sont de hauts responsables de l'aile politique de la SWAPO et deux sont des membres de syndicats affiliés à la SWAPO. Cette décision remet en cause la loi sur le terrorisme, qui autorise des détentions sans jugement d'une durée indéterminée. Lors de l'arrestation des six, la police avait indiqué qu'elle voulait les interroger au sujet de l'explosion d'une bombe à Windhoek, le 17 juillet.

Mieux vaut tard que jamais

JERUSALEM (AFP) - Le doyen des refuzniks soviétiques Zelman Afterman, âgé de 99 ans, a été autorisé à quitter avec sa famille l'URSS pour Israël, où il espère fêter prochainement son centième anniversaire, a annoncé hier à Jérusalem le comité de soutien pour les juifs soviétiques. Contacté par téléphone à son domicile de Moscou par le comité, le vieillard n'a pas caché son émotion de voir bientôt son voeu le plus cher se réaliser : « Fêter mes 100 ans, parmi vous, en Israël ». La fille de futur centenaire, Galina Goldfarb, ainsi que son gendre, Aharon Goldfarb, et ses deux petits-enfants ont également été autorisés à quitter l'URSS.

Réouverture des frontières

KIGALI, Rwanda (AFP) - Les frontières du Burundi ont été rouvertes, a annoncé hier matin la radio nationale du Burundi. La radio a également annoncé la reprise des communications téléphoniques et telex entre le Burundi et le reste du monde. Ces dernières avaient été brièvement rouvertes mardi mais aussitôt réinterrompues. Toutes les voies d'accès au Burundi, petit pays enclavé d'Afrique centrale, étaient fermées depuis le coup d'Etat militaire du 3 septembre dernier qui a porté au pouvoir le major Pierre Buyoya.

Dragueur US endommagé

WASHINGTON (AFP) - L'un des trois dragueurs de mines américains en route dans le Pacifique pour le golfe persique a été victime d'une collision et revient sur Hawaï pour être réparé, a annoncé hier le Pentagone. Le Conquest venait de se ravitailler auprès du Barbour County à environ 2,000 km de Pearl Harbour quand les deux navires se sont heurtés. La coque du dragueur de mines a été ouverte sur près de cinq mètres à quelques centimètres au-dessus de la ligne de flottaison, mais le navire ne semble pas en danger. Les trois dragueurs de mines ont été construits il y a plus de 30 ans, et devaient être remorqués pendant une partie du trajet pour éviter une trop grande usure de leurs moteurs.

Autres démissions à Manille

Manille (AFP) - Six hauts responsables de l'administration philippine, dont le gouverneur de la banque centrale Jose Fernandez, ont à leur tour présenté leur démission à la présidente Cory Aquino, après l'ensemble des membres du gouvernement, a annoncé hier le porte-parole présidentiel. Ce sont deux membres du comité de la monnaie, le comité chargé de déterminer la politique financière du pays, Jesus Ayala et Cesar Buenaventura, le directeur général de l'administration fiscale Bienvenido Tan, le directeur des douanes Alex Padilla et le directeur des services de l'immigration Enrique Joaquin.

Perez de Cuellar demande que les armes se taisent durant sa visite

◆ TEHERAN (AFP/AP) - Le secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar a demandé hier, à son arrivée à Téhéran, que l'Iran et l'Irak respectent un cessez-le-feu durant la durée de son mission de paix dans le golfe Persique.

Le secrétaire général a jugé « important de créer l'atmosphère sereine nécessaire » à ses pourparlers dans les deux pays, à l'aéroport de Téhéran, où il a été accueilli par le chef de la diplomatie iranienne Ali Akbar Velayati.

Perez de Cuellar s'est déclaré « certain » qu'il serait entendu par les dirigeants iraniens, une « pointe » vers les dirigeants de Bagdad, dont la seule promesse a été d'épargner Téhéran durant sa visite dans la capitale iranienne.

Néanmoins la journée d'hier a été marquée par une pause des combats, contrairement aux trois jours précédents où l'Iran et l'Irak s'étaient livrés à des duels d'artillerie et des attaques contre des pétroliers dans le Golfe.

Les entretiens officiels de Perez de Cuellar avec les principaux dirigeants iraniens doivent commencer ce matin.

L'interruption du bombardement iranien de Bassorah a confirmé les affirmations du vice-ministre ira-

nien des Affaires étrangères Ali Mohammed Besharati qui avait déclaré hier à Pékin que son pays fera preuve de « retenue » durant la mission de paix.

Par ailleurs, la démarche du secrétaire général est attendue sans illusions à Bagdad, notent les observateurs. En choisissant d'intensifier ces derniers jours les raids aériens

contre l'Iran, les dirigeants irakiens ont en effet montré qu'ils comptent avant tout sur la pression des armes pour forcer Téhéran à accepter un cessez-le-feu.

Transplantation réussie de testicules dont certains prélevés sur des morts

◆ PITTSBURGH (AP) - Un chirurgien chinois a déclaré qu'il avait transplanté avec succès des testicules sur 13 hommes, dont un dont la femme attend leur premier enfant.

Le Dr Zhan Bing-Yan du Collège médical Hubei, de Wuhan, a précisé, lors d'une entrevue jeudi, que certaines de ces opérations avaient été les premières au monde dans lesquelles les donneurs n'étaient pas des parents des receveurs.

« Tous ces cas ont été des succès », a déclaré le Dr Zhan, avec l'aide d'un interprète, lorsqu'il a été interrogé au séminaire international sur les transplantations d'organes qui se tient à Pittsburgh. « Un des patients a dû tou-

tefois subir deux transplantations », a-t-il ajouté.

Le Dr Zhan a précisé que la première transplantation avait eu lieu en janvier 1984 et la dernière en mai 1986. Il a délibérément cessé de pratiquer ces opérations, optant plutôt pour étudier leurs effets à long terme.

Les receveurs étaient âgés de 17 à 29 ans et les donneurs de 24 à 57 ans.

Sept hommes ont reçu un testicule de leur père et deux d'un frère. Les autres receveurs ont eu des testicules prélevés sur des cadavres.

Le médecin a indiqué que le phénomène de rejet de l'organe transplanté s'était manifesté chez 11 des opérés et que dans tous les

cas, sauf un, le rejet avait été stoppé par l'utilisation de médicaments.

Un mois après l'opération, le niveau de testostérone de chaque opéré est devenu normal.

Le Dr Zhan a précisé que l'un de ces patients, un homme de 20 ans, avait perdu ses testicules et son pénis dans un accident lorsqu'il n'avait que trois ans. Le patient a subi la transplantation d'un testicule de son père en avril 1984 et, sept mois plus tard, une autre opération chirurgicale a eu lieu pour littéralement lui « construire » un pénis.

Cet homme s'est marié il y a un an et sa femme est maintenant enceinte, a ajouté le Dr Zhan, déclarant que seul ce patient s'était marié.

SOYONS FRANCS!

Plus que jamais, la publicité destinée aux consommateurs se veut de plus en plus excessive. Elle est remplie de p'tits trucs pour nous inciter à acheter. Chez M, il n'y a jamais de p'tites attrapes. Nous offrons à nos clients des bas prix courants sur des articles de marque. Des vêtements pour toute la famille et plus de 1500 produits domestiques de marques réputées, empilés jusqu'au plafond. Chez M, les bas prix courants sont toujours assurés, sans compromis sur la qualité. Alors, qu'attendez-vous? Venez chez M et découvrez la différence.



SATISFACTION ASSURÉE

DE TRÈS BAS PRIX... TOUS LES JOURS!

PLACE STE-FOY 653-2891

GALERIES CHARLESBOURG 626-7341

L'ÉCONOMIE

Les femmes vont faire entendre leur voix en agriculture

♦ Le monde agricole québécois devra tenir compte officiellement de la voix des femmes lorsque la Fédération des agricultrices du Québec verra le jour, le 25 septembre.

par Michel CORBEIL

La réunion de fondation légalisera une situation de fait. La formation de syndicats régionaux d'agricultrices a débuté, il y a un an à peine, déclare Mme Marie Bouillé, secrétaire générale du comité provincial des femmes en agriculture. La Beauce avait été la première région à voir un tel groupe se constituer, suivie immédiatement de l'Estrie.

« Déjà, nous avons des syndicats régionaux couvrant toute la province, à l'exception du secteur allant de Saint-Jean à Valleyfield », signale Mme Bouillé, une permanente de l'UPA, l'organisme qui est à l'origine de la création de ce mouvement.

Au sujet de la zone Saint-Jean à Valleyfield, la porte-parole note que c'est un endroit où les femmes n'ont pas encore manifesté le désir de se regrouper. Mais, c'est aussi un endroit où l'Union des producteurs agricoles (UPA) connaît des difficultés à mobiliser les gens.

La nouvelle fédération peut compter 1.500 membres pour son départ. Quelque 30.000 femmes oeuvrent en agriculture. « Nous sommes contentes du nombre de membres parce que nous sommes une organisation qui compte sur l'adhésion libre. De plus, nous n'avons pas fait de recrutement. Nous visons 2.000 membres à la fin de l'année. » Une campagne d'adhésion sera d'ailleurs mise au point au cours des prochaines semaines par l'organisation qui demandera prochainement son affiliation à l'UPA.

Première en Amérique du Nord

Un tel organisme existe nulle part ailleurs en Amérique du Nord, dit Mme Bouillé. Elle avance que ce pourrait même être une première au monde. « Je ne pense pas qu'il y ait une structure semblable à la nôtre. Il peut y avoir des regroupements en Afrique ou dans les pays de l'Est, mais avec d'autres visées que celles que nous poursuivons.

« Nous, nous voulons valoriser les femmes comme professionnelles en agriculture. C'est notre mission première. Nous visons, par exemple, une reconnaissance de leur place comme gestionnaires et entrepreneures. »

L'information sera au coeur des préoccupations de la future fédération, de même que la formation à dispenser aux femmes. Les services de garde et la qualité de vie en agriculture sont autant de dossiers à suivre pour l'organisme.

L'accès au financement agricole en fait aussi partie.

L'an dernier, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPA) avait été la cible de représentations pour que les femmes ayant plus de 40 ans puissent toucher la prime d'établissement aux nouveaux venus en agriculture. Le ministère ne changera pas ce critère. « Ces femmes sont déjà en agriculture, sans être reconnues officiellement, dit Mme Bouillé. Le ministre Michel Page s'est montré ouvert à explorer certaines avenues. »

Agente d'information au bureau de la condition féminine au MAPA, Mme Anne Simard précise qu'un moyen surtout est à l'examen: le remboursement des frais juridiques pour acquérir des droits de propriété. ♦



Le Soleil, Jean Vallières

Alors que le nombre de producteurs agricoles diminue, celui des productrices ne cesse d'augmenter.



Le Soleil, Jean Vallières

De plus en plus de producteurs agricoles sont des productrices

♦ Le nombre de femmes possédant des titres de propriété dans des établissements agricoles a de nouveau augmenté en 1987.

par Michel CORBEIL

En juin 1987, le décompte de celles qui ont cette reconnaissance légale s'est élevé à 5.685, rapporte le bureau de la condition féminine du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. L'an dernier, un rapport du bureau faisait état que 4.951 femmes détenaient des droits légaux sur des fermes. Le même document soulignait qu'en 1981, ce chiffre s'établissait à 2.205.

Le résultat était d'autant plus significatif que le rapport montrait que durant la même période, le nombre total de producteurs agricoles avait régressé de 53.331 à 47.201. Il a été impossible d'obtenir cette même donnée de la part du MAPA pour juin 1987. Cependant, en s'appuyant sur le nombre de personnes que l'UPA reconnaît comme producteurs agricoles, le ministère laisse entendre que le pourcentage des femmes légalement en affaires est passé de 10 pour 100 à 11 pour 100 en un an.

Responsable du bureau de la condition féminine, Mme Anne Si-

mard, explique que les modifications apportées pour la prime à l'établissement constituent un incitatif susceptible d'expliquer la hausse. Ce changement a aboli la discrimination à l'égard des couples mariés, rappelle-t-elle.

Ce n'est qu'un début pour ce qui est du nombre de femmes ayant des droits de propriété, laisse entendre, pour sa part, Mme Marie Bouillé, secrétaire générale de la future Fédération des agricultrices du Québec. L'augmentation a commencé à se manifester à partir du moment où le comité provincial des femmes en agriculture a commencé son travail, dit en substance Mme Bouillé.

« La fédération va se charger de les appuyer pour que les femmes se fassent reconnaître et s'impliquent dans les prises de décision. Que ce soit sur la ferme ou dans les différentes instances du monde agricole. »

Débat qui risque de se manifester, les 10 et 11 novembre, à Québec. La Fédération des agricultrices, trois semaines après sa création officielle, sera alors au nombre des participantes au colloque du Groupe de recherche en économie et politique agricole de l'université Laval. Le thème: « Changer l'agriculture ou s'intégrer. » ♦

Libre-échange

L'Opposition réclame une élection référendaire

♦ (D'après PC) - L'Opposition a réclame, hier, la tenue d'une élection référendaire sur le libre-échange.

Aucune entente ne devrait être signée entre le Canada et les États-Unis, ont soutenu libéraux et néo-démocrates, qui n'ait été préalablement soumise à l'approbation des électeurs canadiens dans le cadre d'un scrutin général.

« Le gouvernement Mulroney n'a reçu aucun mandat de la population pour conclure une entente », a affirmé le critique néo-démocrate en matière commerciale et industrielle, M. Steven Langdon.

Il est crucial, a-t-il dit, qu'un choix soit offert à la population afin d'éviter que le Canada n'ait les mains liées par un pacte à long terme qui pourrait avoir des effets désastreux sur l'économie.

L'opposition libérale estime pour sa part que la réélection massive du gouvernement ontarien de M. David Peterson, qui a émis d'importantes réserves face au libre-échange, signale clairement au premier ministre Brian Mulroney la nécessité de réviser ses positions sur la question.

Les résultats de l'élection de jeudi en Ontario « envoient un message très négatif au sujet du libre-échange », a déclaré le leader parlementaire des libéraux aux Communes, M. Herb Gray. Libéraux et néo-démocrates estiment que le gouvernement fédéral devrait avoir rompu depuis longtemps ses négociations avec Washington.

Aux Communes, le ministre du Commerce international, Mme Pat Carney, a nié que le gouvernement Mulroney ne dispose pas de mandat populaire pour conclure une entente.

« Nous avons été élus il y a trois ans avec le mandat de créer des emplois. » L'initiative de libre-échange, a-t-elle affirmé, est liée à la promesse électorale faite en 1984 de stimuler l'économie canadienne.

Tribunal d'arbitrage

Mme Carney a d'autre part réaffirmé que l'établissement d'un tribunal d'arbitrage indépendant, qui serait chargé de trancher d'éventuelles disputes commerciales entre les

deux pays, constituait un « point central » de la position gouvernementale.

Le négociateur canadien pour le libre-échange Simon Reisman reste fermement décidé à obtenir l'inclusion d'un mécanisme spécial d'arbitrage des disputes commerciales dans un accord entre le Canada et les États-Unis.

M. Reisman, son homologue américain Peter Murphy et des équipes d'une quinzaine de fonctionnaires de chaque pays entamaient jeudi après-midi la première journée d'une nouvelle ronde de négociations de deux jours.

Les deux côtés ont réussi à élaborer une première ébauche d'accord et s'efforcent maintenant d'étoffer et de compléter le document, à moins de quatre semaines de l'échéance prévue des pourparlers.

« Il ne reste plus beaucoup de temps », a déclaré M. Reisman aux journalistes, avant de pénétrer dans l'édifice où se trouvent les bureaux du Représentant américain au commerce. « Nous allons donner un gros coup. »

Le même jour à Washington, le secrétaire d'État américain George Shultz déclarait que les États-Unis s'opposeraient à la mise sur pied de mécanismes de règlement des différends commerciaux qui entraîneraient en contradiction avec les lois américaines en matière de commerce international.

Des sénateurs américains influents ont prédit que le Congrès refuserait certainement tout accord qui soustrairait le Canada à l'application des lois punitives américaines, sans au moins avoir obtenu, en contrepartie, des concessions majeures de la part d'Ottawa. ♦

SITTEL
INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

PUBLICATION ÉLECTRONIQUE

SYSTÈME

- LOGICIEL VENTURA 1.1
- IMPRIMANTE LASER
- LECTEUR OPTIQUE D'IMAGES
- ORDINATEUR COMPATIBLE IBM

SERVICES

- RÉDACTION
- PHOTOCOPIAGE
- FORMATION COMPLETE
- PRODUCTION DE MASSE

SUPER-SPECIAL VENTURA 1.1: 750\$

Les Microsystèmes SITTEL Ltée, 2073, Branly, Sainte-Foy G1N 4C7
Tél.: 682-0279 Demandez une démonstration de nos produits

AVIS AUX FUTURS ENTREPRENEURS

Une soirée d'information sur le nouveau cours à temps plein « ENTREPRENEURSHIP » aura lieu le jeudi, 17 septembre 1987 à 19h30 à la Commission de formation professionnelle Région de Québec

au 1010, rue Borne à Québec.
Objectif du cours: Aider les sans emplois à concrétiser leur projet d'entreprise

Date de début du cours: 9 novembre 1987.

Dispensé par le: Cégep François-Xavier-Garneau

Lieu: École St-Michel à Sillery.

Air'e financière: Disponible selon le cas.

Information à la:



Commission de formation professionnelle
Région de Québec
1010, rue Borne
Québec, (Québec)
G1N 1L9
Tél.: (418) 687-1265

DMR FORMATION PROFESSIONNELLE

Séminaire de perfectionnement sur le développement des systèmes d'information

Sujet: Les concepts de la Méthode DMR

Date: 23 septembre 1987

Lieu: Sainte-Foy

Informations et inscriptions: Michel Drouin (418) 653-6881

À SOUS-LOUER

ESPACE DE BUREAU PRESTIGIEUX
au 2, Place Québec
11 000 pieds carrés
prière de communiquer avec
C.E. Crosman
(418) 647-1152



Me GEORGES N. PARENT

Élu à la présidence de la Division du Québec, Me Georges N. Parent est membre associé du Cabinet Kronstrom, McNicoll, Desjardins, Parent & Villeneuve de Québec. Admis au Barreau du Québec en 1967, il a obtenu sa licence en droit à l'Université Laval en 1966. Me Parent est membre actif de l'Association du Barreau Canadien depuis 1968. Me Parent est membre du Conseil national et du Conseil de la Division du Québec depuis 1976. Il a été membre de l'Exécutif national et de celui de la Division. De plus, il a fait partie de différents comités à l'Association, au Barreau du Québec et au Barreau de Québec.



À LA DISTINGUÉE CLIENTÈLE DE Me RAYMOND BERGERON, notaire

Suite au décès de Me Raymond Bergeron, notaire, le 9 mai dernier, veuillez prendre note que Me Noël Lajoie, notaire, assure désormais le suivi de ses dossiers et la garde de son greffe de façon permanente.

175, rue Marie-de-l'Incarnation Québec, P.Q. G1N 3G3

Heures d'ouverture: du lun. au vend. de 9h00 à 12h00, de 13h00 à 17h00.

418-522-7111

Croissance économique

Le FMI se montre optimiste et prudent

♦(AP) — La croissance économique dans les pays industrialisés occidentaux se poursuivra l'an prochain à un rythme modéré. Mais un danger demeure: les déséquilibres des balances commerciales et des paiements qui, s'ils ne sont pas maîtrisés, pourraient mettre en cause la reprise. Ce double constat, ces prévisions sont celles des experts du FMI.

Ce rapport semestriel, encore confidentiel, a été remis aux gouvernements qui participeront à la fin du mois aux assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Malgré une petite révision à la baisse des prévisions du printemps, le FMI reste confiant sur l'évolution économique dans les pays industrialisés occidentaux, contrairement à certains conjoncturistes plus pessimistes quant au maintien de la croissance enregistrée depuis cinq ans.

La croissance réelle du PIB dans les pays industrialisés devrait être l'an prochain de 2,6 pour 100, contre 2,4 pour 100 en 1987 selon le Fonds. Voilà pour la moyenne. Mais les chiffres nationaux varient beaucoup.

Les résultats prévisionnels sont, pour la RFA de 1,5 et 2,3 pour 100 respectivement pour 87 et 88, de 3,2 et 3,4 pour cent au Japon, de 2,4 et 2,7 pour 100 aux États-Unis, de 3,3 et 2,2 pour 100 en Grande-Bretagne, de 2,5 pour 100 pour les deux ans en Italie et de 1,5 et 1,8 pour 100 en France.

Reconnaissant que certains indicateurs de l'activité des entreprises restent relativement faibles et que le climat des affaires s'est quelque peu détérioré dans certains pays, le FMI juge cependant que la reprise ac-

tuelle est moins fragile que d'autres par le passé.

Optimisme

Quatre facteurs expliquent cet optimisme: les ajustements du début de l'année en matière de change commencent à produire leurs effets, une certaine fermeté de la demande sauf aux États-Unis, l'amélioration de la compétitivité des entreprises américaines et surtout l'absence de signe tangible d'une remontée de l'inflation.

En effet, l'évolution des coûts salariaux restera relativement modérée jusqu'à la fin 1988. Le FMI souligne toutefois que tout danger n'est pas écarté. La hausse des prix risque en effet de repartir si le sentiment domine que les politiques monétaires assez strictes menées actuellement deviennent plus accommodantes.

Quoi qu'il en soit, l'inflation devrait en moyenne être de 3,3 pour 100 dans les pays industrialisés en 1988 contre 3,1 pour 100 cette année.

Mais le principal risque qui conti-

nue de menacer la situation économique dans le monde occidental reste le déséquilibre des balances de paiements. «Echouer à réduire ces déséquilibres peut, à terme, provoquer un ralentissement de la croissance en raison de l'instabilité des taux de change, d'une poussée des pressions inflationnistes, de politiques monétaires plus strictes, d'une baisse de confiance des investisseurs et d'une intensification des mesures protectionnistes», notent les experts du Fonds monétaire.

Prévisions

Ils prévoient toutefois que les politiques d'ajustement s'intensifieront en 1988 afin de réduire un peu les importants déséquilibres commerciaux enregistrés ces dernières années. Mais, même en amélioration, le déficit de la balance des paiements courants des États-Unis restera à un niveau insupportable: 2,9 pour 100 du PIB en 1988 (\$139,4 milliards) contre 3,3 pour 100 en 1987 (\$147,7 milliards). Et, établissant des prévisions à moyen terme, le FMI estime qu'en 1991 ce déficit représentera toujours 2,6 pour 100 du PIB américain.

Quant aux excédents allemands et japonais, ils baisseront à 3,2 pour 100 et 2,3 pour 100 de leurs PIB respectifs en 1988 contre 4,3 et 3,9 pour 100 en 1987. L'excédent de la balance des paiements allemande sera de \$27,4 milliards l'an prochain. Celui de la japonaise de \$83,2 milliards. Quant à la France, sa balance des paiements devrait être à l'équilibre en 1988 après un excédent de \$2,3 milliards.

La modération de la croissance rend improbable toute amélioration significative de l'emploi. Le taux de chômage en France s'établira en 1987 comme en 1988 à 11,5 pour 100 (contre 10,5 pour 100 en 1986). Il baissera légèrement aux États-Unis et en RFA: 6,1 et 7,7 pour 100 respectivement en 1988 et s'établira à 3 pour 100 au Japon.

Concernant les pays du Tiers-Monde, le FMI prévoit que les nations non productrices de pétrole devraient connaître une croissance de 5 pour 100 d'ici à la fin 1988. Une ombre au tableau, la situation des pays de l'Afrique subsaharienne où un ralentissement de la croissance de la production est prévisible, aboutissant à une baisse du niveau de vie, pour la première fois depuis trois ans. Enfin, l'endettement des pays en développement continuera à progresser. Ils étaient de \$1,100 milliards en 1986. Il progressera de \$98 milliards cette année et de \$38 nouveaux milliards en 1988.

La balance commerciale US pique encore du nez

♦WASHINGTON (AFP) — Le déficit de la balance commerciale américaine, malgré la baisse du dollar, s'est à nouveau creusé en juillet, risquant de renforcer le camp des protectionnistes au Congrès américain.

Le déséquilibre s'est élevé en

juillet au chiffre record de \$16,5 milliards, après \$15,7 milliards en juin, a annoncé hier le département du Commerce.

Depuis le début de l'année et déclinant les espoirs de redressement de la chute du dollar, le déficit a atteint en rythme annuel \$168,7 milliards, un chiffre largement supérieur au record de \$156,2 milliards de 1986.

La nouvelle aggravation en juillet, la quatrième consécutive depuis le début de l'année, est due à une progression de 2 pour 100 des importations à \$37,5 milliards marquée par une augmentation des achats de pétrole à l'étranger et à une baisse de 5 pour 100 des exportations à \$21 milliards, essentiellement des ventes de produits industriels.

En juillet, le déficit avec le Japon s'est réduit à \$5,1 milliards contre \$5,4 milliards en juin mais avec l'Europe occidentale il a progressé à \$3,9 milliards contre \$2,9 milliards et avec le Canada à \$645 millions contre \$531 millions.

Avec ce nouveau record, le gouvernement américain qui tablait sur la baisse du dollar pour corriger le déséquilibre, devrait éprouver plus de difficultés à empêcher le passage

au Congrès d'une loi commerciale protectionniste.

Le représentant spécial du président Ronald Reagan pour le Commerce, M. Clayton Yeutter, a déclaré hier que le chiffre du commerce pour juillet était «décevant». Les États-Unis ont obtenu de nombreux succès dans leur négociations commerciales et aimeraient naturellement les voir se concrétiser dans les statistiques du commerce», a-t-il poursuivi. De son côté, le représentant de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a reconnu que l'effet de la baisse du dollar sur la réduction du déficit du commerce extérieur américain avait été plus lent que ne l'avait espéré le gouvernement et la plupart des économistes. Il a réaffirmé toutefois que la direction prise était la bonne.

Le porte-parole a tenté de minimiser les chiffres de juillet, les plus mauvais depuis 40 ans, a-t-il noté, en faisant valoir que les importations avaient été surtout gonflées par une forte hausse des prix pétroliers. «Il faut apprécier les chiffres de juillet dans le contexte de la situation économique générale du pays, qui est bonne», a dit M. Fitzwater.

Le déficit fédéral moins élevé que prévu

♦OTTAWA (PC) — Le déficit fédéral a atteint \$30,6 milliards durant l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars 1987, révèle des données préliminaires rendues publiques hier par le ministère des Finances.

C'est environ \$400 millions de moins que les prévisions budgétaires du ministre des Finances, M. Michael Wilson, dévoilées dans son projet de réforme fiscale du 18 juin.

Si ce déficit est inférieur aux prévisions du ministre, les données révèlent aussi qu'en date du 31 mars, la dette fédérale totale — l'accumulation des déficits moins les surplus de chaque année depuis la Confédération — est à un niveau record de \$264,1 milliards.

Toujours d'après les dernières prévisions sur le déficit pour l'exercice financier courant, la dette fédé-

rale totale atteindra à la fin du mois environ \$280 milliards, soit un peu plus de \$11.000 par Canadien.

Les données sur le déficit budgétaire de la dernière année pourraient être modifiées avant la publication des données finales dans quelques semaines mais, selon un fonctionnaire, le ministère des Finances prévoit peu de changement.

Ces données démontrent que le déficit a diminué pour une deuxième année consécutive, ce qui ne s'est jamais produit depuis le milieu des années 60.

Le déficit a atteint un record de \$38,3 milliards en 1984-85 avant de tomber à \$34,4 milliards en 1985-86.

Au cours de la période étudiée, les recettes du gouvernement fédéral ont été de \$85,8 milliards et ses dépenses ont été de \$116,4 milliards.

Jean-Claude Simard
Notaire
Conseiller juridique
est heureux d'informer sa distinguée clientèle que son étude est maintenant située au
201, Grande-Allée Est
Québec, QC
G1R 2H8
(418) 525-4831

corpig
M. Yves Turcotte, c.a., de Laliberté Lancôt/Coopers & Lybrand sera le conférencier invité lors d'une rencontre qui aura lieu le mercredi 16 septembre 1987, à 19h00, à l'Auberge des Gouverneurs à Sainte-Foy. M. Yves Turcotte entretiendra son auditoire du thème "La réforme fiscale et son impact sur l'immobilier".
Laliberté Lancôt/Coopers & Lybrand est un cabinet d'experts-comptables qui offre entre autres des services de vérification, de fiscalité, d'informatique et de consultation en administration.
Pour réservations, veuillez communiquer avec:
Mme Marie F. Déry
au numéro de téléphone
(418) 529-4985
Laliberté Lancôt
Coopers & Lybrand

Laval Volkswagen
vous invite à faire l'essai
d'un établissement Porsche.
La plupart des modèles de la Porsche comprennent la relation pure qui existe entre l'homme et la machine. Par contre, tous ne comprennent pas la relation profonde qui peut exister entre l'homme, la machine et l'établissement d'où elle vient.
Il y a une vaste différence entre Laval Volkswagen et les autres établissements. A vrai dire, c'est une question d'attitude et de style. Naturellement ce sont aussi les facteurs qui distinguent une Porsche de toutes les autres voitures.
Faites l'essai de Laval Volkswagen et d'une Porsche.
Laval Volkswagen
777 BOUL. CHAREST-OUEST
QUÉBEC
G6T 4A1
BENOIT REID
représentant
Porsche 924 S
2,5 litres, 4 cylindres, 150 cv. Ce puissant moteur offre une combinaison idéale de performances et d'économie de carburant. La conduite sous sa forme la plus pure.

Prix du pétrole: la clé est en Arabie saoudite

♦VIENNE (AFP) — Trois ministres du Pétrole de pays membres de l'OPEP vont se rendre début octobre en Arabie saoudite afin de s'assurer le soutien de Ryad pour éliminer la surproduction de pétrole dans les pays du Golfe et éviter une nouvelle dégringolade des prix du brut.

Le comité des quotas (Venezuela, Indonésie et Nigeria), qui s'est réuni jeudi et vendredi à Vienne avec le comité des prix (les mêmes plus l'Arabie saoudite et l'Algérie), se rendra dès la première semaine d'octobre à Ryad, puis dans l'ensemble des pays membres, à l'initiative du président de l'OPEP, le ministre nigérian Rilwanu Lukman, à l'issue de la réunion.

«Nous apporterons toujours notre soutien au comité», a déclaré pour sa part le ministre saoudien du Pétrole, M. Hisham Nazer. M. Lukman a estimé que l'Arabie saoudite, étant le principal producteur du Golfe, «jouera les bons offices pour peser sur le niveau de la production dans cette région».

Le vice-ministre iranien du Pétrole, M. Hossein Kazempour Ardabili, avait déclaré jeudi aux journalistes que «les Saoudiens devraient faire quelque chose en direction de l'Irak s'ils sont sincèrement attachés au prix» officiel de l'OPEP de 18 dollars le baril.

Les trois membres du comité des quotas se rendront ensuite aux Emirats arabes unis, au Qatar, au Koweït, en Irak, en Libye et en Algérie. Le communiqué final de la réunion précise qu'ils devront «encourager les pays qui ont respecté leurs quotas à continuer de le faire et presser ceux qui ont surproduit à ne pas dépasser les quotas».

Reconnaissant que le plafond de production a été dépassé au cours des deux derniers mois, le communiqué attribue cette surproduction à «l'inquiétude et l'incertitude des consommateurs comme des producteurs face aux développements récents au Moyen-Orient».

Selon l'Agence internationale de l'Énergie, l'OPEP aurait produit 19,7 millions de barils par jour (mbj), soit 3,1 mbj de plus que le plafond de 16,6 mbj en vigueur jusqu'en décembre.

La surproduction a été essentiellement le fait des pays riverains du Golfe, qui ont craint une interruption de la circulation des pétroliers dans le détroit d'Ormuz après les affrontements sanglants de La Mecque début août et le regain de tension dans la région.

Devant la difficulté pour l'OPEP de connaître le véritable niveau de sa production, le comité envisage la mise en place d'un système de surveillance et d'inspection de la production sur place qui pourraient être effectués par «une institution ou une organisation indépendante», selon M. Lukman.

Les cinq ministres se rendront dans plusieurs pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP pour les exhorter à «poursuivre leur coopération avec l'OPEP pour la défense de leurs intérêts mutuels», selon les termes du communiqué.

Enfin, les cinq ministres vont s'engager dans la préparation de la conférence ordinaire de l'OPEP qui s'ouvrira le 9 décembre à Vienne, afin de «faciliter la conclusion d'un accord sur la production et les prix en 1988 qui englobe tous les pays de l'OPEP».

INSTITUT NATIONAL D'OPTIQUE NATIONAL OPTICS INSTITUTE
Fernand Godbout, C.A.
Pierre Lavigne, Ph. D.
Monsieur Paul Major, président du Conseil d'administration de l'Institut national d'optique (INO) annonce les nominations de monsieur Fernand Godbout au poste de directeur exécutif et monsieur Pierre Lavigne au poste de directeur scientifique.
A titre de directeur exécutif, monsieur Godbout aura la responsabilité de l'ensemble des opérations de l'Institut national d'optique.
Monsieur Lavigne, comme directeur scientifique, aura comme mandat la mise sur pied des activités de la recherche et du développement de l'Institut.
L'INO établi à Ste-Foy, Québec, est un organisme à but non lucratif aux services des industries canadiennes. Ses principales activités se situent dans les domaines de l'innovation, de l'adaptation industrielle, et de la recherche générique en optique et lasers, tout en offrant différents services de soutien à la recherche et au développement.

INVESTIR DANS L'IMMOBILIER
On trouvera dans le prospectus provisoire une information détaillée sur les titres proposés. On peut se procurer ce prospectus provisoire auprès de notre maison.
LES MARRONNIERS, un réseau de complexes d'appartements pour personnes aînées. Très bien implanté au Québec. Nous procéderons le 10 juillet 1988 à l'ouverture de notre cinquième complexe situé à Ville de Laval (voisin de l'hôpital Cité de la Santé).
Une émission de 3.200.000 \$ qui permettra une participation dans le projet est maintenant disponible. Notre expertise reconnue dans le domaine, la qualité de nos immeubles, et un site exceptionnel en font un placement immobilier de premier choix.
PHASE I VENDUE/PHASE II MAINTENANT DISPONIBLE. RENDEMENT PRÉVU 1987-1988: 29,8%
Déductions fiscales 1987-1988: **4,357 \$**
Souscription minimale: **10,000 \$**
N'hésitez pas à nous contacter pour recevoir de l'information supplémentaire. Vous constaterez que nous vous offrons le meilleur produit sur le marché.
PARÉ & ASSOCIÉS
2960 BOUL. LAURIER SUITE 200
STE-FOY (QUÉBEC) G1V 4S1
(418) 659-6900
Bureaux ouverts du lundi au samedi
NOM _____
ADRESSE _____
TEL. BUR _____ RES _____
LES MARRONNIERS
LA BELLE VIE POUR LE BEL ÂGE

LE MARCHÉ BOURSIER

Market indices: DOW JONES 2,608.73 +32.68, TORONTO 3,940.79 +11.97, MONTREAL 1,951.09 +11.19, OR \$458.80 US, ARGENT \$10.125 Can.

MONTREAL

Volume: 7,303,914 actions
Indice général: 1,951.09
en hausse de 11.19

Titres Ventes-Haut Bas Ferm. Chang

Table of stock prices for Montreal market, including various company names and their corresponding prices and changes.

Table of stock prices for Montreal market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for Montreal market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for Montreal market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for Montreal market, continuing from the previous section.

TORONTO

Volume: 26,000,000 actions
300 titres: 3,940.79
en hausse de 11.97

Titres Ventes-Haut Bas Ferm. Chang

Table of stock prices for Toronto market, including various company names and their corresponding prices and changes.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous section.

NEW YORK

Volume: 178,000,000 actions
Dow Jones: 2,608.73
en hausse de 32.68

Titres Ventes-Haut Bas Ferm. Chang

Table of stock prices for New York market, including various company names and their corresponding prices and changes.

Table of stock prices for New York market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for New York market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for New York market, continuing from the previous section.

Table of stock prices for New York market, continuing from the previous section.

FONDS MUTUELS

SOGECAR 1417.0635
en hausse de 6.5407

Membres de l'IFPC
List of mutual fund members and their details.

Table of mutual fund information, including names, types, and performance metrics.

L'ECONOMIE

L'objectif de Maufort atteint

Les services financiers Sogecar ont annoncé la première fermeture de l'émission de la société en commandite Maufort. Cette étape permettra la création de la société minière Septentrion Inc., le véhicule chargé de la gestion de ces fonds. La campagne a permis de recueillir jusqu'à présent le minimum requis de \$5,500,000, sur un programme de financement global de \$16,5 millions. Les fonds seront attribués à six sociétés minières québécoises, dont Robex, Veinor, Maufort, Demontigny, Ormico et Charlin.

Autre carte prestige

La Banque de Montréal vient de lancer une nouvelle carte de crédit de prestige. Il s'agit de la carte Or Mastercard. La carte comportant des frais d'acquisition de \$35 par année accordera à ses détenteurs une assurance sans frais en cas de location de voiture notamment.

G.T.C. continue de croître

Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée a enregistré des revenus consolidés de \$179,874,000 comparativement à \$118,962,000 durant les neuf premiers mois de l'année. Le bénéfice de la société a été de 36 cents par action, ou \$7,105,000 durant cette période comparativement à 39,8 cents par action ou \$6,972,000 l'an dernier pour la période correspondante.

Datagram est partout

La compagnie Datagram Inc., spécialisée en communication informatique, couvre maintenant l'Amérique du Nord en entier grâce à l'ouverture récente de deux bureaux à Vancouver et Los Angeles. La direction de l'entreprise a expliqué cette décision par la présence dans ces villes d'une bonne concentration d'entreprises de grande envergure, clientèle cible de Datagram.

Soulagement pour les provinces

Selon une recherche de Consommation et Corporations Canada, les provinces ont économisé au total \$126 millions en 1983 à cause de l'existence des médicaments génériques, qui sont en quelque sorte des copies des médicaments de marque déposée. Les consommateurs et les pharmaciens ont épargné pour leur part quelque \$50 millions et le gouvernement fédéral \$34 millions. Cette étude a été obtenue par la Presse canadienne en vertu des dispositions de la loi sur l'accès à l'information. Des \$126 millions économisés par les provinces, \$99 millions l'ont été grâce à l'utilisation des médicaments génériques, au lieu des médicaments de marque originale dans le cadre notamment des programmes de remboursement des médicaments pour les assistés.

Exportation facile de gaz

L'Office national de l'énergie a décidé d'abandonner une tradition vieille de 80 ans et annoncé l'assouplissement des contrôles sur l'exportation du gaz naturel aux États-Unis. Selon l'ancien système, les producteurs ne pouvaient pas vendre du gaz naturel sur les marchés américains à moins qu'ils ne disposent de réserves de 15 ans en gaz pouvant être écoulées au Canada. Ce quota avait été établi pour s'assurer que les besoins intérieurs soient remplis d'abord et avant tout. L'Office a annoncé que ce quota était aboli.

Coup de pouce aux jeunes

Les jeunes entreprises québécoises disposent d'une nouvelle tribune publique pour faire part de leurs activités aux analystes financiers, courtiers et gestionnaires de portefeuilles au sein des institutions financières et caisses de retraite privées. «Les petits déjeuners de l'urgence» permettront, une fois par mois, à des dirigeants d'entreprises d'expliquer la nature de leurs activités ainsi que leurs projets. Il s'agit d'une initiative des firmes de conseillers en gestion Raymond Chabot Martin Paré, de conseillers en communications L. Brunet et associés de même que du réseau de communication Canada News-Wire.

Hausse des investissements

Les entreprises américaines augmenteront leurs dépenses d'investissement de seulement 1,4 pour 100 en 1987, une progression plus faible que celle initialement attendue, selon des estimations du département du Commerce. Après inflation, les investissements nets des entreprises devraient totaliser 387,9 milliards de dollars cette année, à l'indique le département. Ces chiffres représentent une révision en baisse par rapport à ceux établis en mai, mais au cours duquel les entreprises prévoient augmenter leurs investissements de 2,8 pour 100 en 1987.

Fidutech en Afrique

Le courtier international en transfert de technologie Fidutech, de Montréal, vient de s'associer avec le Groupe Scibe-Zaire, d'Afrique, pour créer une entreprise en coparticipation. La nouvelle a été annoncée par le président et chef de la direction de Scibe-Zaire, M. Bemba Saolona, qui était de passage à Montréal dans le cadre de la semaine «Afrique 2000». Le capital-actions de la nouvelle entreprise (\$1 million) est détenu à 51 pour 100 par Fidutech tandis que quatre associés zairois se partagent la portion restante de 49 pour 100.

Attention à vos chèques

Si vous n'utilisez pas encore de chèques pré-codés pour votre compte personnel, sachez que les banques ont commencé à imposer des frais considérables pour l'utilisation des chèques non codés, jusqu'à \$350 du chèque. La Banque Royale les impose depuis le 1er septembre, et au moins deux autres institutions exigent \$3. La Banque de Nouvelle-Ecosse et la Banque de Montréal. Cela a cause des manipulations supplémentaires que doit effectuer le centre de compensation pour trouver le destinataire et coder le chèque avant de pouvoir le traiter, expliquait au SOLEIL le directeur de la succursale de la Banque Royale à la place d'Youville.

TORONTO

(suite de la page B-12)

Titres Ventes Haut Bas Ferm Chang

Table of stock market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of stock market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of stock market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of stock market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of stock market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

OPTIONS transigées

Cours des options Trans Canada transigées aux bourses de Montréal et de Toronto.

Table of options market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of options market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of options market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of options market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of options market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes.

AMÉRICAIN

Ventes

Titres rpt on 00 haut bas fer chang

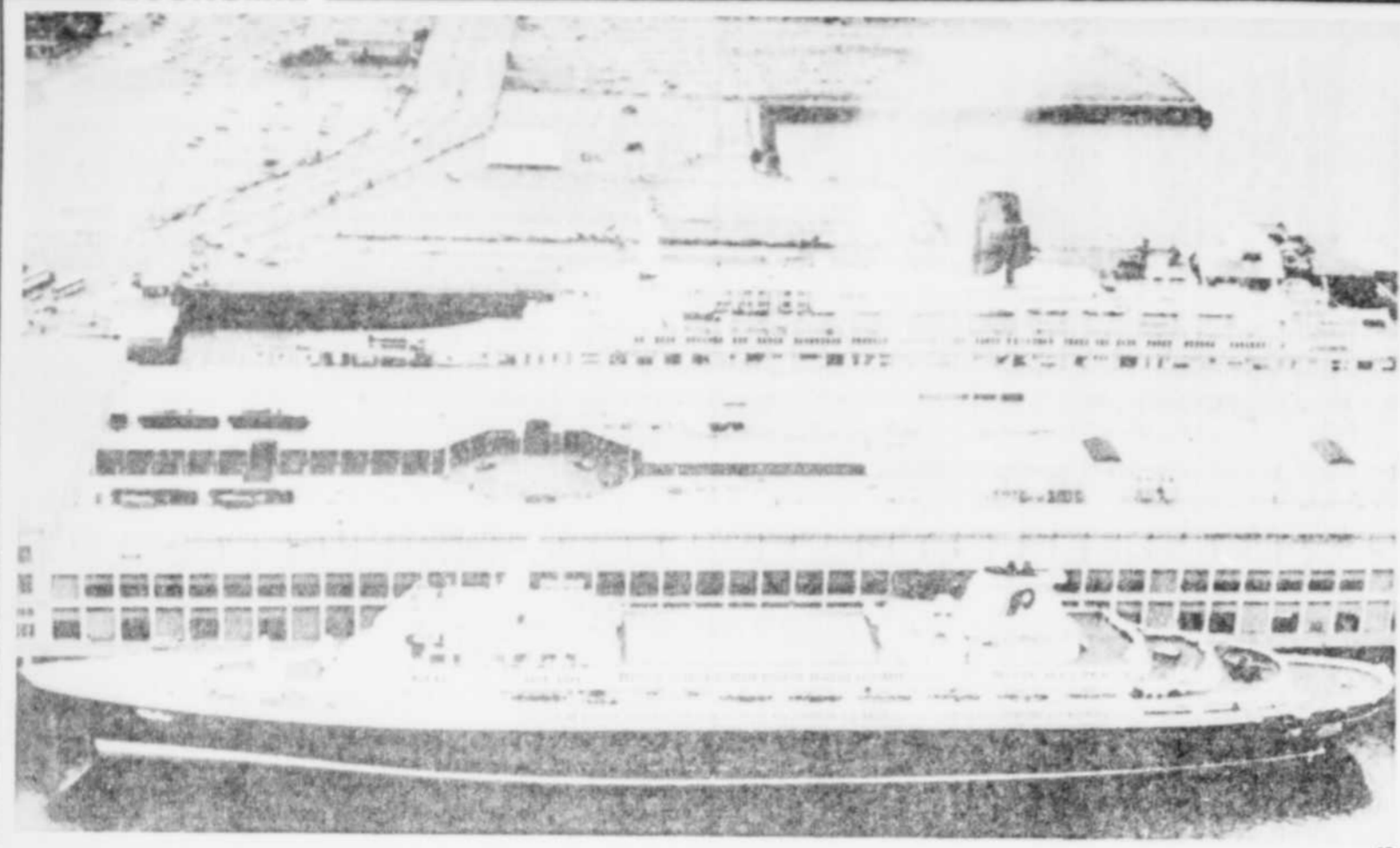
Table of American stock market data, including columns for stock names, prices, and changes.

MONNAIES

Table of exchange rates for various currencies, including columns for currency names and rates.

Large advertisement for 'VERBOIS' featuring a building image and text: 'VERBOIS À LOUER 5000 p.c. OU MOINS. Verbois ajoute un deuxième étage pour ses nouveaux bureaux et offre son rez-de-chaussée en location pour commerce ou bureau. POUR INFORMATION: M. Louis Théberge 832-4681'.

ÉCONOMIE



Des hôtels flottants

La compagnie Digital Equipment a trouvé une façon originale de loger sa clientèle. Elle a fait venir autour du World Trade Center de Boston, où se tient la présentation de sa gamme 1987 d'ordinateurs, deux immenses paquebots, le Queen Elisabeth II (à l'arrière-plan) et le Star Ship Oceanic, qui tiennent lieu d'hôtels. Cette grande foire de onze jours doit attirer quelque 27,000 personnes.

Techtrabois a tiré profit d'Investissement Jeunesse

♦ MONTREAL (PC) — Après six mois de fonctionnement, la Société d'Investissement Jeunesse a aidé au démarrage de quatre entreprises tandis que trois autres projets ont déjà été acceptés. A ce jour, la SIJ a autorisé des garanties de prêts à 16 jeunes de moins de 30 ans, pour une somme totalisant \$314,000.

par Michel VAN DE WALLE

Appelé à dresser un bilan des activités de la SIJ, le directeur général, Normand Lapointe, a indiqué que son organisme avait reçu plus de 2,200 demandes d'information depuis sa création tandis que 65

plans d'entreprise lui ont été soumis depuis le mois de mars 1987.

La Société d'Investissement Jeunesse, rappelons-le, a été officiellement créée en décembre dernier par le gouvernement du Québec. Elle a pour fonction de fournir une caution financière aux jeunes qui souhaitent mettre sur pied une entreprise. Le conseil d'administration de la SIJ est composé de gens provenant du milieu des affaires et c'est le président de Power Corp., M. Paul Desmarais, père, qui le préside.

M. Lapointe prévoit qu'au terme de sa première véritable année de fonctionnement, soit au 31 mars

1988, une bonne vingtaine d'entreprises auront été soutenues par la SIJ et que les garanties de prêts atteindront le million de dollars. Car il s'agit bien de « garanties » et non de prêts que la SIJ offre aux jeunes. Lorsqu'un projet est retenu, il appartient à son ou ses promoteurs d'obtenir un prêt personnel d'une institution financière pour assurer son démarrage. La SIJ garantira à la banque ou à la caisse pop qu'en cas d'échec du projet, elle remboursera la partie du prêt qu'elle a acceptée de cautionner. C'est ainsi qu'avec \$314,000 en garanties de prêts autorisées, c'est en réalité \$1,3 million qui seront investis par les jeunes dans leurs entreprises. Les sept projets sélectionnés devraient créer une cinquantaine d'emplois.

Projets

Les projets acceptés à ce jour relèvent surtout du secteur manufacturier: teinture de matériaux, usine de transformation de bois de finition ou encore usinage de cardans pour véhicules. Ils sont disséminés: Hull, Magog, Montréal et Saint-Juste-de-Bretenières, dans le comté de Montmagny, près de Québec.

A Saint-Juste, le promoteur de la firme Techtrabois, Charles Beaulieu, 29 ans, commencera d'ailleurs cette semaine à produire du bois de finition utilisé principalement dans la construction. Pour la première année, il prévoit que son usine transformera 500,000 pieds de bois, un million lorsqu'elle produira à plein rendement. Il a déjà un client à Montréal qui assurera la revente et la distribution du bois dans toutes les régions du Québec.

Techtrabois fut le premier projet accepté par la SIJ, en mai. Une garantie de prêt de \$35,000 avait été accordée à M. Beaulieu qui a dû investir \$100,000 de plus en immobilisations pour acheter l'équipement nécessaire à son entreprise.

Sa matière première, il la trouve à proximité puisqu'il y a à Saint-

Juste une bonne demi-douzaine de scieries. « Il n'y avait pas de transformation sur place du bois que les scieries produisent, explique-t-il. J'étais fatigué de voir notre bois partir pour être transformé ailleurs. »

M. Beaulieu croit qu'il aurait eu plus de difficulté à trouver le financement nécessaire au démarrage de son entreprise si la SIJ ne l'avait pas soutenu. « Je les ai trouvés efficaces. Ils donnent un bon coup de pouce aux jeunes entrepreneurs et, surtout, il y a au conseil d'administration des gens d'affaires d'expérience qui parlent le même langage que moi. »

Critères

Si des projets sont acceptés par la SIJ, en revanche, des dizaines d'autres sont refusés. Des 65 projets soumis, 48 ont été rejetés. « Il y en avait qui n'avaient tout simplement pas d'allure », dit M. Lapointe, qui insiste sur le caractère novateur et créateur d'emploi que doivent comporter les projets pour avoir une chance d'être acceptés.

Les promoteurs doivent remplir un formulaire, appelé le plan d'entreprise, qui comporte une cinquantaine de pages. « Nous portons un jugement sur l'entrepreneur comme tel, explique M. Lapointe, sur la viabilité de son projet, sur son marché potentiel, sur son parrain. » Car les projets doivent être endossés par un « parrain », généralement une personne qui oeuvre déjà dans le milieu des affaires et se porte garant du sérieux des promoteurs.

Contrairement à d'autres programmes gouvernementaux, genre « Bourses d'affaires », qui s'adressent généralement à des jeunes diplômés, la SIJ, elle, est ouverte aux jeunes qui sont moins scolarisés, signale son directeur général. La SIJ se voit d'ailleurs souvent adresser des projets qui ont d'abord été soumis à d'autres organismes, comme le ministère de l'Industrie et du Commerce ou encore la Banque fédérale de développement.

Rappelons que les frais de fonctionnement de la SIJ sont assurés par le gouvernement québécois tandis que les entreprises sont appelées à constituer le fonds de \$5 millions qui doit servir à « garantir » les prêts. Jusqu'à présent, la SIJ a recueilli plus d'un million.

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Il est important de bien choisir la date du début d'exercice

♦ Afin de compenser pour les risques élevés que prennent les entrepreneurs en se lançant en affaires, les autorités fiscales fédérales et provinciales leur accordent la possibilité de bénéficier de prêts sans intérêts. Si vous avez commencé à exploiter une entreprise en 1987, voici comment vous devez planifier vos affaires pour profiter de tels prêts.

Tout d'abord sachez qu'un employé n'a pas la possibilité de choisir sa fin d'exercice financier, il doit s'imposer sur le salaire qu'il reçoit au cours de l'année civile. Si vous exploitez une entreprise, vous êtes alors tenu personnellement de déclarer à chaque année les revenus

et les pertes de l'exercice financier de votre entreprise qui s'est terminé au cours de l'année civile. Cependant, votre exercice financier ne doit pas nécessairement coïncider avec l'année civile puisque lors du début de l'exploitation de votre entreprise, les autorités fiscales vous permettent de choisir la fin d'exercice financier qui vous convient le mieux. Une seule exception vient restreindre ce choix: la durée de l'exercice financier ne pourra excéder douze mois.

Revenus et impôts reportés

Par exemple, si vous choisissez une fin d'exercice en janvier 1988 pour une entreprise que vous avez commencée à exploiter en février 1987, le revenu généré par l'exploitation de cette entreprise jusqu'à la fin de 1987 n'aura pas à être inclus dans vos revenus pour l'année civile 1987. Le revenu gagné au cours de votre premier exercice financier (terminé en janvier 1988) devra plutôt être déclaré lors de la production de vos déclarations d'impôt de l'année civile 1988. Le même phénomène de report des revenus de onze mois sur l'année suivante se produira d'année en année, d'où l'appellation « reporter son impôt ».

Exemple

L'exemple suivant s'applique autant à un professionnel qui termine l'université et ouvre sa pratique seul ou avec d'autres associés qu'à un salarié qui quitte son emploi pour entreprendre l'exploitation d'un commerce. Le début des affaires s'effectuera en juillet 1987 et le revenu net mensuel de l'entreprise s'établira à \$5,000 par mois pour les fins de notre exemple. Les dates de fin d'exercice envisagées seront le 31 décembre 1987, 31 janvier 1988 et enfin le 30 juin 1988.

Voici donc l'impact sur le revenu net des trois prochaines années civiles.

Année civile	Exercice financier terminé le		
	31 décembre 1987	31 janvier 1988	30 juin 1988
	\$	\$	\$
1987	30,000	—	—
1988	60,000	35,000	60,000
1989	60,000	60,000	60,000
Revenu total à imposer pour 3 ans	150,000	95,000	120,000

Les calculs s'effectuent de la façon suivante: avec une fin d'exercice le 31 janvier 1988, il n'y aura aucun revenu à déclarer sur le rapport d'impôt de l'année civile 1987, il y aura \$35,000 (soit de juillet 1987 à janvier 1988) à déclarer sur le rapport d'impôt de l'année civile 1988 et enfin il y aura \$60,000 (soit de février 1988 à janvier 1989) à déclarer en 1989.

En examinant ce tableau, nous pouvons donc conclure que notre professionnel ou entrepreneur devrait choisir sa fin d'exercice financier en 1988 plutôt qu'en 1987 afin d'éviter de payer tout impôt sur le revenu gagné au cours de 1987. Autre conclusion tirée de ce tableau: en choisissant le 31 janvier 1988 plutôt que le 30 juin 1988 comme fin d'exercice financier, il sera possible de retarder de payer l'impôt sur \$25,000 de revenu (soit \$120,000 - \$95,000). A un taux d'imposition moyen de 40 pour 100, cela représente donc un prêt sans intérêt de \$10,000 pendant une année complète.

Acomptes provisionnels

Les acomptes provisionnels représentent le pré-paiement des impôts auxquels sont assujettis ceux dont au moins 1/4 des revenus ne sont pas sujets à une retenue d'impôt à la source. Ils sont payables tant au fédéral qu'au provincial les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année et ils peuvent être basés sur les impôts effectivement payés pour l'année précédente.

Un choix judicieux de fin d'exercice financier au début de l'exploitation d'une entreprise pourra donc entraîner l'élimination complète ou presque des acomptes provisionnels d'impôt pour les deux premières années de l'exploitation de l'entreprise.

En effet, si on revient à notre exemple, notre entrepreneur n'aura aucun acompte provisionnel à verser au cours de l'année 1988 et ses acomptes provisionnels seront basés sur seulement \$35,000 de revenu au cours de l'année 1989 s'il choisit le 31 janvier 1988 comme fin d'exercice.

♦ Jean Lavigneur est bachelier en administration, comptable agréé et membre du département de fiscalité de la firme Laliberté Lantôt/Coopers & Lybrand à Québec.

PARLONS INVESTISSEMENT

Un investissement, quel qu'il soit, c'est important. Chez Invesco nous le comprenons et c'est pourquoi chaque projet est analysé soigneusement avant de vous être proposé.

Le projet Manoir Bois de Boulogne: résidence conçue pour personnes semi-retraitées et retraitées; complexe de 205 unités de logement offrant sous un même toit tous les services essentiels et représentant un investissement sûr, rentable.

Il ne sert à rien de se conter des histoires lorsqu'on parle investissement. C'est avec cette même franchise d'esprit que nous avons jeté les bases d'une planification réaliste qui tient compte à la fois de l'alourdissement de la clientèle et prévoit, entre autres, un taux d'occupation très conservateur.

Bref, nous sommes convaincus que notre projet est incomparable. De plus, nous connaissons tout le sérieux que vous portez à l'étude de chacun de vos investissements et nous tenons à ce que votre décision soit prise en toute connaissance de cause.

Alors...venez en discuter.

Séminaires spéciaux d'information à l'attention des investisseurs:

Aujourd'hui à 13h30 et 15h
à l'Auberge Ramada de Sainte-Foy
1200, Lavigerie (coin boulevard Laurier)

Ainsi que tous les mercredis soir 17h30 à nos bureaux



SERVICES FINANCIERS INVESCO

2954, boul. Laurier, suite 600
Sainte-Foy, Qc
G1V 4T2
(418) 657-7960

Vers
De
Nouvelles
Frontières

Congrès annuel de la
Corporation professionnelle
des conseillers en relations
industrielles du Québec

SOUPER-CONFÉRENCE

IMPACT DU LIBRE-ÉCHANGE
SUR LES RELATIONS
DE TRAVAIL



par
Bernard
Landry

Mardi 15 septembre, 19 heures
Hôtel Bonaventure
Admission: 50\$
R.S.V.P.: Mme Fontaine 866-2398

MAGICUTS

La coupe magique pour tous

Une chaîne de salons de coiffure des plus progressive au Canada

Magicuts vous offre une opportunité sans pareille d'avoir votre salon à l'intérieur d'un magasin Zellers au Québec.

Autres endroits à venir dans les centres commerciaux.

Les avantages d'une franchise MAGICUTS:

- un emplacement de choix
- un secteur en pleine croissance
- un concept bien établi
- une rentabilité à la mesure du franchisé
- un programme de promotion
- divers autres avantages

Pour informations:
L. Olivier ou R. Delisle
(514) 679-8650

De la Place d'Youville à Ottawa

La compagnie Granite Frontenac a décroché un contrat de \$1,6 million pour fournir la pierre nécessaire pour aménager le parcours cérémonial aux abords du parlement canadien, à Ottawa. Le granite servira à contruire les bordures et le dallage de l'emplacement. « Ce contrat, qui suit d'à peine une semaine la livraison finale d'un projet semblable à Québec, soit l'aménagement de la Place d'Youville, permettra à l'usine du lac Drolet, près de Mégantic, de tourner à pleine rendement pendant les huit prochains mois, dit son président, M. Luc Dallaire. L'entreprise se dirige donc vers un chiffre d'affaires de près de trois millions de dollars pour sa première année de relance. »

Papier et libre-échange

Au moins un des partisans du libre-échange ne se présentera pas devant la commission parlementaire québécoise se penchant sur le sujet, la semaine prochaine. L'Association des industries forestières du Québec, qui regroupe notamment toutes les compagnies papetières, estime que ses positions sont suffisamment connues du premier ministre Robert Bourassa et de son collègue Pierre MacDonal pour s'abstenir. L'association s'est aussi fait entendre devant la commission Warren, ajoute M. André Duchesne, président de l'organisme. Il note que le secteur vit déjà dans une situation de libre-échange. Plus de 80 pour 100 de la production traverse la frontière sans droit de douane. L'association est favorable à l'abolition des droits, qui protègent les producteurs canadiens de papier fin, de papier hygiénique et de carton, si elle s'opère dans une période de temps assez longue. D'autant plus que les taxes existantes ne sont guère élevées, laisse entendre M. Duchesne.

Pour vendre le libre-échange

Les compagnies Alcan, Noranda et la Banque Royale ont donné \$400,000 pour financer une campagne vantant le bienfaits du libre-échange. Selon une liste de donateurs, publiée par le quotidien Toronto Star, ces entreprises sont les trois principaux bailleurs de fonds de la campagne. Toujours selon la liste du journal, la plupart des compagnies sont des filiales d'entreprises américaines qui bénéficieraient d'un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Cours de formation religieuse à la maison Jésus-Ouvrier

Des inscriptions de plus en plus nombreuses

♦ Le nouveau supérieur de la maison Jésus-Ouvrier, à Ville de Vanier, le père Guy Cyr, croit qu'il y a dans la société une soif de spirituel et un désir de vivre l'Évangile. Le nombre impressionnant d'inscriptions à l'école de formation religieuse de la maison Jésus-Ouvrier lui en donne la preuve. En effet, en sa neuvième année d'existence, l'école compte recevoir entre 1,000 et 1,200 inscriptions.

par Jean MARTEL

Le père Cyr, qui est aussi responsable de l'école, fait remarquer que la vocation de la maison est la retraite, la conversion et l'approfondissement de la foi. Il est normal que l'école de formation religieuse et pastorale suive cette orientation.

« Les cours que nous donnons, dit-il, portent sur le vécu plutôt que sur la connaissance. D'autres institutions vont insister sur la connaissance, l'université par exemple. »

D'ailleurs, il semble que les per-

sonnes qui s'inscrivent à l'école aient spontanément compris cette union entre la maison Jésus-Ouvrier et l'école. C'est ce qui explique que les cours qui bénéficient des plus nombreuses inscriptions se situent dans la ligne des préoccupations de la maison.

Mme Brigitte Sylvain, coordonnatrice des cours, précise que les cours sur le renouveau charismatique, la relation d'aide et la croissance personnelle connaissent un grand succès.

Par contre, tout ce qui se rapporte à la pastorale sociale ne trouve pas preneur. C'est la raison pour laquelle on a dû enlever du programme les cours de pastorale sociale.

« Les gens, dit Mme Sylvain, viennent ici pour chercher un renouveau de leur foi. Pour un engagement social, ils vont ailleurs. Cependant, les cours que suivent les gens débouchent sur un engagement. »

Mme Sylvain ajoute qu'un des cours qui bénéficie d'une forte demande est celui sur la morale. Ce cours, donné par l'abbé Noël Si-

mond, porte sur la conscience morale du chrétien et la morale sexuelle.

Le secteur charismatique est toujours en demande. En effet, les

différents cours sur la vie dans l'Espérance attirent toujours une nombreuse clientèle.

Les personnes qui suivent les

cours de l'école peuvent recevoir une attestation. Les cours se donnent le soir ou en fin de semaine. Les frais sont de \$15.



Mme Brigitte Sylvain, coordonnatrice des cours de l'école de formation religieuse et pastorale de la maison Jésus-Ouvrier, et le père Guy Cyr, nouveau supérieur de la maison et responsable de l'école.

L'Association internationale francophone des aînés, un lieu de paroles et de gestes

♦ L'Association internationale francophone des aînés est un lieu de paroles et de gestes, où des gens d'une même langue se rencontrent, malgré leurs différences. Tel est le commentaire qu'a fait dernièrement le nouveau président de l'organisme, M. Laval Grondines, de Charlesbourg.

par Jean MARTEL

Fondée en 1981, l'Association internationale francophone des aînés, dont le siège social est à Québec, est forte de ses 2,000,000 de membres.

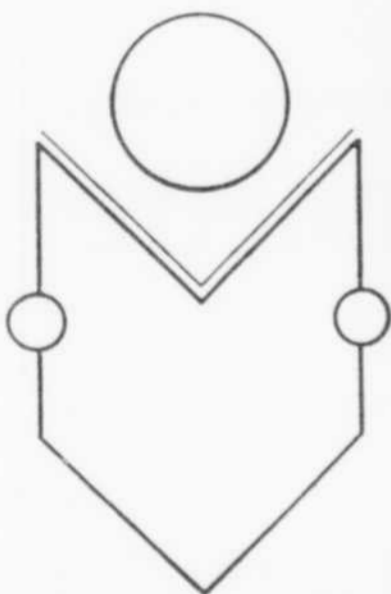
Le dernier rassemblement organisé par l'association s'est tenu à Ottawa. Pres de 400 personnes venues de France, de Belgique, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, des États-Unis, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Québec ont participé à ce congrès. Le thème de la rencontre portait sur l'activité physique.

Le prochain congrès de l'association se déroulera en 1989 soit en France soit en Belgique.

M. Grondines a dit qu'un des projets à réaliser au cours des prochaines années est d'amener l'association à se manifester et à s'exprimer régionalement. L'association veut aussi donner un peu plus de vitalité à son secrétariat européen.

L'association appuiera le « Carrefour francophone international des Caraïbes » qui se tiendra en décembre, à la Martinique.

Plusieurs Québécois participeront à ce congrès de la gérontologie.



Le nouveau logo de la CECQ.

La CECQ se dote d'un logo nouveau

♦ Pour mieux atteindre les personnes analphabètes, la Commission des écoles catholiques de Québec vient de se doter d'un nouveau logo.

Cette nouveauté coïncide avec le lancement d'une campagne de sensibilisation par le centre Jacques-Cartier. On désire ainsi informer la population en la sensibilisant à la réalité de l'analphabétisme.

À l'occasion de la Journée internationale de l'analphabétisme, mardi, le centre tenait d'ailleurs une rencontre d'information avec les groupes communautaires touchant de près la population analphabète et les adultes voulant en savoir plus long sur le sujet.

des Caraïbes. Ils iront à titre de personnes-ressources; signalons, entre autres, le docteur Paule Ladouceur, M. José Abgrall, Mme Judith Strychman.

Ce carrefour étudiera les aspects socio-économiques et démographiques du vieillissement, la santé et la fonction sociale des personnes âgées. Il sera question d'expériences en cours et des perspectives de la recherche.

À nuits fraîches, prix spéciaux



Exclusivités Eaton de Linda Lingerie et Mr. Robert

LINDA LINGERIE

Quand les nuits commencent à fraîchir, il est bon de s'envelopper dans un joli vêtement de Linda Lingerie. Nylon broché, douillet et confortable. Tailles: petite, moyenne, grande, forte.

1. Chemise de nuit à encolure en V avec dentelle et broderie à l'empiècement. Tons: soie, bleu ou pêche. Env. 94 cm de long. Modèle 36231.

29⁹⁹ ch.

2. Pyjama à col chinois en satin. Plis à l'empiècement et applique florale. Rose, bleu ou tonivoire. Modèle 35206.

35⁹⁹ ch.

3. Chemise de nuit longue à encolure en V (comme l'article 1). Banane, rose, bleu ou rose. Modèle 38231.

34⁹⁹ ch.

4. Chemise de nuit longue (comme l'article 1). Col chinois. Modèle 38206.

34⁹⁹ ch.

5. Chemise de nuit courte (comme l'article 1). Env. 106 cm de long. Col chinois. Modèle 37206.

31⁹⁹ ch.

MR. ROBERT
Avant de vous préparer au sommeil, relaxez-vous dans ce si confortable déshabillé de Mr. Robert.

6. Déshabillé en velours de coton et polyester. Col chinois, gisiers devant et épaules tombantes. Coton: bleu roi ou vert jade. Tailles: petite, moyenne, grande, forte. Modèle 5502.

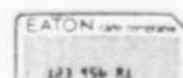
49⁹⁹ ch.

Cuir pour hommes chez Eaton...

Le cuir projette une nouvelle image et Eaton l'a captée pour vous! Venez admirer couleurs et textures inusitées. Découvrez-vous une nouvelle image toute de cuir élaborée. Sélection excellente, prix spéciaux.

Eaton Place Ste-Foy.

L'événement se termine le 19 septembre.



Credit accepte avec la carte Eaton.



Les cartes American Express, Visa, et MasterCard sont aussi acceptées pour les achats personnels.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

Ste-Marie de Beauce fera revivre «la criée»

♦ SAINTE-MARIE - A la sortie de la grand-messe, demain, à Sainte-Marie de Beauce, on reculera d'un demi-siècle alors qu'on y fera revivre «la criée», cette coutume d'autrefois dans nos paroisses, qui faisait annoncer, sur le parvis de l'église, tout ce qui était bon à savoir pour la conduite des affaires du village.

par Paul-Henri DROUIN

Celui qui aura la tâche de s'exécuter en tant que «crieur», M. Gérard Gosselin, dans son costume d'époque, invitera ceux qui ont des

surplus à écouler, des animaux ou du bois à vendre, ainsi que de l'aide à demander de le lui faire savoir.

Il s'agit de la journée de clôture du 250^e anniversaire de la Beauce, à Sainte-Marie, qui débutera par l'arrivée des trois seigneurs et des notables de la ville en calèche, suivie d'une messe en latin, accompagnée de musique et de chants grégoriens.

«La criée», comme par un beau dimanche de 1937, se tiendra sur le perron de l'église, de 10h30 à 11h. Par la suite, la population de Sainte-Marie et de l'extérieur sera conviée à une épluchette de blé

d'Inde sur la place de l'Église.

Marché public

Le responsable de cette journée de clôture, M. André Marquis, a aussi fait part qu'un marché public sera installé sur la place de l'Église, à Sainte-Marie, cela afin de bien s'imprégner de l'ambiance de l'époque.

À ce marché public, des produits agricoles, des fleurs ainsi que de l'artisanat seront offerts au public. Comme dans toutes les fêtes populaires du temps, il y aura sur place des musiciens et amuseurs publics. ●

Radio communautaire de la Frontière

La demande de permis sera déposée d'ici la fin de 87

♦ LAC-ETCHEMIN - Dès cet automne, la radio communautaire de la Frontière, sise dans la région des Etchemins, réalisera son étude de rentabilité et déposera sa demande d'un permis de diffusion au CRTC, d'ici à la fin de la présente année.

par Paul-Henri DROUIN

Dans leur démarche pour obtenir une première station de radio MF qui desservirait la totalité des paroisses de la circonscription de Bellechasse, les administrateurs de

la radio communautaire de la Frontière ont reçu l'appui des MRC de Bellechasse et des Etchemins.

C'est ce qu'a indiqué au SOLEIL le président Reynald Lemieux, en précisant que Mme Louise Bégin, députée de Bellechasse, compte convaincre le ministre des Communications, M. Richard French, de l'importance du besoin d'un outil de communication électronique dans Bellechasse, de l'intérêt et de l'appui financier que son ministère doit y apporter.

La radio communautaire de la Frontière a également reçu les appuis du Conseil de développement économique de Bellechasse et de la Société de développement économique des Etchemins dans sa demande de subvention au niveau du Programme d'aide aux radios communautaires.

De plus, la Société de développement économique intégrait récemment dans son plan quinquennal de développement, le projet d'une radio communautaire dans Bellechasse et bloquait \$2,000 du CRD pour la réalisation des études techniques de la radio communautaire de la Frontière. ●

Le père canadien Paul Eugène Charboneau est décédé à Sao Paulo

♦ SAO PAULO (AFP) - L'éducateur canadien, le père Paul Eugène Charboneau est mort, hier, à Sao Paulo d'une hémorragie cérébrale, à l'âge de 61 ans.

Le père Charboneau avait été hospitalisé d'urgence, il y a un mois, dans le centre de thérapie intensive de l'hôpital Santa Catarina, de Sao Paulo, victime d'un malaise alors qu'il donnait une conférence sur le sida, thème de son dernier livre «Sida, prévention, école», publié en 1987 au Brésil.

Philosophe et docteur en

théologie de l'Université de Montréal, il était vice-directeur du collège «Santa Cruz», de Sao Paulo, et l'auteur de dizaines d'ouvrages dans le domaine de l'éducation, de la philosophie et de la théologie.

Personnage polémique à travers ses livres, ses articles et ses conférences sur le sexe, la crise familiale, le contrôle des naissances et le futur du christianisme, le Père Charboneau jouissait, depuis des dizaines d'années, d'un grand prestige auprès des jeunes et des familles de Sao Paulo. ●



La maison Dery avait cette allure avant que ne débutent les travaux de restauration, au coût de \$228,000.

Abandonnée depuis plus de 15 ans

Pont-Rouge: la maison Dery sera restaurée

♦ PONT-ROUGE - Abandonnée aux vandales depuis plus d'une quinzaine d'années, la maison Dery, située à Pont-Rouge, sera restaurée et retrouvera une de ses vocations premières.

par Guy BENJAMIN

La Corporation du vieux moulin Marcoux, propriétaire des lieux, consacrera la somme de \$228,382 à la restauration de la maison et de la laiterie ainsi qu'à l'animation des lieux, dont \$176,783 proviendront d'une subvention du ministère des Affaires culturelles.

Le site Dery, situé près du pont et de la route du même nom, à l'entrée sud du village de Pont-Rouge, a fait l'objet d'un classement par le ministère des Affaires culturelles, cinq ans après la transaction qui permettait à la Corpo-

ration du vieux moulin Marcoux de l'acquérir de la compagnie Domtar, en 1979.

Pour redonner sa vocation première à la maison tout en rentabilisant l'opération, le président de la corporation, Claude Ricard, a annoncé qu'une salle à manger gastronomique de type régional y sera aménagée, alors qu'une exposition permanente se tiendra dans ce qui fut autrefois la laiterie.

Retour aux sources

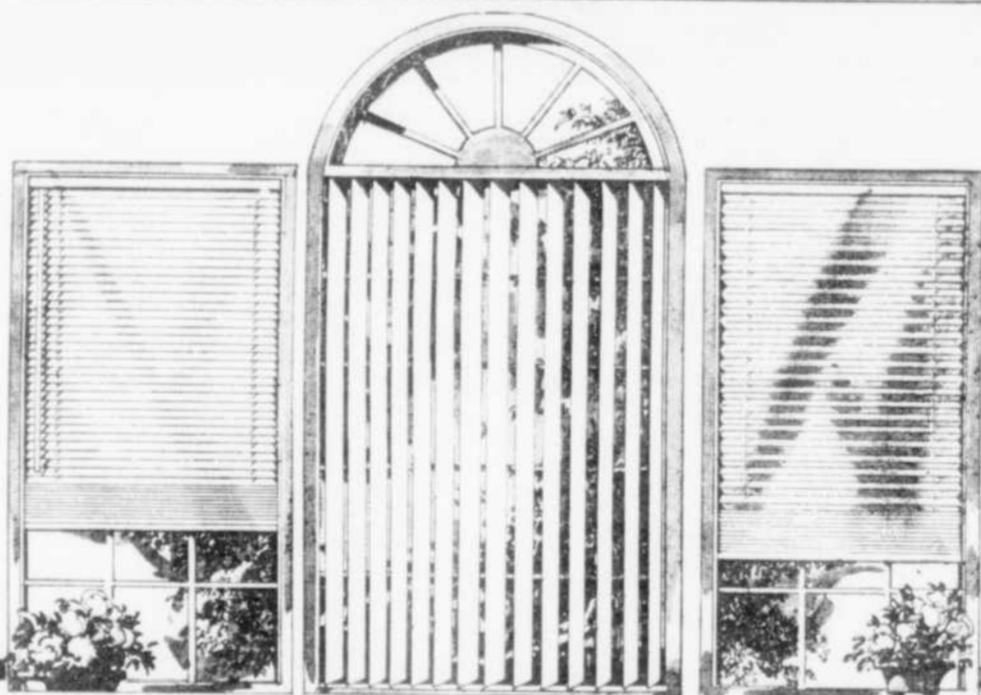
Construite en 1804 par le charpentier Jean-Baptiste Bédard, de Québec, tout l'emplacement et la maison ont pris le nom de Dery parce que Joseph Dery et ses descendants ont occupé les lieux de 1816 à 1936.

Joseph Dery fut le gardien du pont et du poste de péage à l'épo-

que où la diligence était le moyen de transport entre Montréal et Québec. La maison a aussi servi de relais postal et la famille Dery y a longtemps accueilli les pêcheurs à l'époque où le saumon foisonnait dans la rivière Jacques-Cartier.

Maintenant que le saumon est de retour dans la rivière depuis quelques années, les pêcheurs retrouveront en 1989 leur lieu d'accueil d'antan. Les travaux de restauration de la maison, commencés à la fin de juillet, devraient normalement prendre un an. Suivra l'aménagement du restaurant dont l'ouverture est prévue pour dans deux ans.

La Corporation du moulin Marcoux lancera prochainement une collecte de fonds afin de recueillir les \$51,589 qu'elle doit investir dans cette opération. ●



Commandez votre nouvel habillage-fenêtre maintenant chez Eaton!

Collection Haddon Hall II de stores verticaux, vénitiens et plissés

- Caractéristiques de qualité "LouverDrape"® Eaton:
- Notre longue expérience est votre garantie de satisfaction
 - 118 ans au service de nos clients canadiens
 - Service d'achats à domicile et estimation sans frais, ni obligations
 - Personnel professionnel pour vous guider et vous suggérer des solutions à vos problèmes de décoration
 - Prix compétitifs
 - Exécution minutieuse des commandes, tant dans la précision des mesures que dans l'exactitude des nuances pour les tissus teints à assortir et contrôle de qualité rigoureux
 - Fabrication de stores même pour les fenêtres de formes inhabituelles

Stores verticaux

- 3 modèles en 25 couleurs
- Lamelles de 3,5 po.
- Contrôle total de la lumière avec ouverture au centre, tirage à gauche ou à droite
- Espacements égaux afin d'éliminer le chevauchement excessif
- Rail d'aluminium et chariots Delvin pour un fonctionnement facile
- Pesées et chaînettes comprises

Stores vénitiens

- 40 couleurs-mode; rail et lamelles 1 po.
- Rails supérieur et inférieur de couleur coordonnée
- Blocage de cordon empêchant le store de retomber
- Choix de commande à droite ou à gauche
- Rayures multicolores à un coût légèrement plus élevé

Stores plissés

- Tissu de polyester à plis permanents
- Choix de 29 couleurs dans la collection semi-opaque
- Rail, bordure inférieure et cordon de couleur coordonnée
- Cordon à gauche ou à droite
- Possibilité d'envers métallisé

Renseignez-vous au sujet de la garantie de 5 ans du manufacturier chez Eaton

25% de rabais sur les frais de main-d'oeuvre pour le rembourrage

Faites votre choix parmi notre importante sélection de tissus à prix courant et obtenez 25% de rabais sur les frais de main-d'oeuvre.

Le rembourrage comprend:

- Enlèvement du vieux tissu
- Rembourrage et resserrement du cadre
- Remplacement des sangles usées
- Retouche des petites éraflures sur le bois
- Pose du recouvrement

Téléphonez maintenant et profitez de cette offre!

Magasinez à domicile avec Eaton!

Vous cherchez à créer un effet spécial avec des parures de fenêtre ou avec un nouveau rembourrage pour votre mobilier? Téléphonnez au service d'achats à domicile Eaton! Un de nos représentants se rendra chez vous sans frais ni obligation de votre part, avec des centaines d'échantillons. Vous serez satisfait de la qualité de notre travail.

Composez 653-9331, poste 306



Tous les jours, nous mettons à l'épreuve nos produits. Recherchez le sceau du bureau de recherches Eaton. C'est votre assurance de qualité et de bon rendement pour des articles sur lesquels vous pouvez compter, car ils répondent à des normes très strictes de fiabilité.



Credit accepté avec la carte Eaton



Les cartes American Express, Visa, et MasterCard sont aussi acceptées pour les achats en personne

EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX